

	1 an	6 mois	3 mois
En ville, par la poste . . . . .	\$9.00	\$4.75	\$2.50
Canada (hors de Montréal), Royaume-Uni, France et . . . . .	\$6.00	\$3.25	\$1.75
Espagne Etats-Unis et Amérique du Sud . . . . .	\$8.50	\$3.50	\$1.85
Autres pays . . . . .	\$8.00	\$4.25	\$2.25

L'abonnement est payable d'avance par mandat-  
poste ou chèque affranchi, accepté et payable au  
pair à Montréal.

## L'impôt municipal sur le revenu

Nous avons démontré comment la Ville de Montréal pourrait réduire de quelques millions ses frais d'administration et épargner la même somme d'impositions nouvelles à ses contribuables. Depuis la publication de cet article, nous avons lu quelque part que les économies à réaliser dans les chantiers, les magasins et les garages municipaux, et dont nous n'avions pas parlé, atteindraient à elles seules un million de dollars. Le chiffre paraît de prime abord exagéré: on le trouve plus plausible en réfléchissant que les fonctionnaires municipaux pourvus d'automobiles aux frais de la Princesse, quelques-uns avec chauffeur gaulonné, sont au nombre de plusieurs douzaines, et que la plupart se servent de leur voiture surtout pour promener leur famille et leurs amis, et, l'été, pour voyager entre la ville et leur villégiature.

La municipalité, en tout cas, n'a pas le droit d'imposer de nouvelles charges aux contribuables tant que le budget n'aura pas été comprimé au maximum. Or, des charges nouvelles envisagées, la plus odieuse n'est pas la majoration de l'impôt foncier. Cette majoration n'est certes pas à souhaiter dans les circonstances, mais elle est encore le mode de fiscalité qui présenterait le moins d'inconvénients. La prétention qu'un impôt municipal sur le revenu atteindrait tous ceux qui à l'heure actuelle ne paient pas l'impôt foncier ne tient pas debout: un contrôle efficace du revenu des particuliers ne sera pas plus possible à la Ville qu'à la Confédération; et tout le monde sait que, à part les salariés soumis à la déduction obligatoire de leur patron, la plupart des personnes assujetties à l'impôt fédéral sont virtuellement libres de déclarer le revenu qu'elles veulent.

L'impôt sur le revenu est antisocial parce qu'il détruit dans les masses non assujetties toute volonté de contrôler sérieusement, en vue de les comprimer, les dépenses publiques. Même si le gouvernement gaspille largement, pourquoi s'en faire? Il en reviendra toujours quelque chose au «pape», et, du reste, les cinq pour cent de contribuables qui paient l'impôt ne seront-ils pas toujours là pour payer davantage, tant qu'il leur restera quelque chose? L'impôt sur le revenu, c'est d'abord l'impôt de l'envie, en attendant de devenir la confiscation pure et simple.

Le caractère antisocial de cette mesure fiscale s'aggrave encore, si elle donne lieu à des inquisitions qui tournent fatalement à la persécution des personnes. On sait à quel degré de violence sont rendues les luttes électorales de la démocratie. Tant que le contrôle des revenus individuels s'exerce par une autorité centrale éloignée de la majorité des administrés, les déclarations de l'impôt sont jusqu'à un certain point protégées contre les indiscretions des fonctionnaires et les inquisitions des politiciens. Imagine-t-on cependant à quels abus de toute sorte prêterait la détermination de l'impôt sur le revenu, dans le cadre municipal, et quelle sécurité présenterait à l'heure actuelle, pour le secret des déclarations, un contrôle confié à tel démagogue que chacun de nos lecteurs pourrait nommer? Non seulement le secret, regardé comme sacré dans les sociétés anglo-saxonnes, sera jeté en pâture aux querelles électorales, mais certains trafics d'influence permettraient de croire qu'il fera le sujet de trafics analogues. Toute injustice, toute inégalité commise dans l'établissement de la cote immobilière, peut se constater sans qu'il y ait violation du secret d'office: au contraire, l'impôt au titre du revenu personnel a un droit absolu au secret de sa déclaration. Or, y a-t-il à Montréal personne assez sot pour croire que, sous le régime de l'impôt-tax municipale, M. Houde, M. Savignac, ou tel autre personnage à qui nous avons déjà brossé la tête, ne sauraient pas immédiatement combien nous rapporte, d'année en année, l'exercice de notre profession, quel serait le moment le plus propice pour nous créer des embarras pécuniaires, et ainsi de suite. Et la persécution qui nous menace, tout le monde y est exposé.

On propose l'impôt sur le revenu à la place du relèvement de l'impôt foncier parce qu'on s' imagine plaire ainsi aux propriétaires. Mais les propriétaires eux-mêmes ne seront-ils pas assujettis au mode d'imposition d'autant plus rigou-

reusement que, au contraire d'autres catégories d'imposés, ils ne pourront rien cacher, et que l'impôt sur le revenu ne sera pas, comme l'impôt foncier, relativement facile à rejeter sur les épaules du locataire?

Conçu par Louis XV avec un contrôle sur les signes visibles de la richesse, l'impôt sur le revenu est devenu dans le monde entier l'auxiliaire le plus puissant des gouvernements démagogiques, la cause principale de l'incertitude des masses. Il est question de réviser avant longtemps la constitution du Canada. Pour de véritables hommes d'Etat, la suppression de l'impôt sur le revenu serait une des premières réformes constitutionnelles à effectuer. Si la lâcheté ordinaire des politiciens ne permet pas de leur demander cette réforme, voyons au moins à ce que l'infâme impôt municipal sur le revenu ne s'étende pas à la province de Québec: il y a déjà à l'oeuvre, chez nous, assez de ferment de désorganisation sociale.

Olivar ASSELIN

## Chez M. Bethléem, policeman

SI droit est le jugement de l'abbé Bethléem, qu'un étudiant des belles-lettres peut presque à coup sûr classer parmi les grands écrivains ceux à qui il ne reconnaît pas de talent. Lisez à cet égard ses catalectes de bienséance morale, et vous m'en direz des nouvelles. Ce «policeman des lettres françaises» est en tout point semblable à notre Mgr Camille Roy, qui fut longtemps en notre pays l'officier du bon goût, une sorte de «carré de «béatitudes» littéraires, comme dirait l'ironique Berthelot Brunet. L'un et l'autre, d'ailleurs, excellents chrétiens. Kifkif ne croit pas manquer de révérence en disant de M. Bethléem qu'il est en matière littéraire un jugement un peu sommaire.

A la suite d'une note où H.G., du CANADA, blaguait gentiment le censeur officiel des «bibliothèques roses», M. Bethléem écrit une lettre à notre confrère pour se défendre d'avoir jamais «placé l'oeuvre de Zénaïde Fleuriot à côté de celle de Maupassant». H.G. répondit de la façon la plus courtoise et la plus juste. M. Eugène L'Heureux, de l'ACTION CATHOLIQUE, s'empara de la question et la résolut en cinq sec en disant:

«Les ennemis de l'abbé Bethléem lui reprochent de confondre l'art et la morale.»

«Ces libertaires de l'intelligence ne se conduisent-ils pas en insensés, lorsqu'ils titillent eux-mêmes leur fétiche, en faisant ainsi abstraction de la morale dans l'art? L'abbé Bethléem ne s'est jamais montré cruel à ce point envers l'Art, qu'il aime lui aussi, mais d'un amour éclairé, d'un amour chrétien.»

«Il faut bien pardonner à certains intellectuels d'être enclins à juger favorablement une composition artistique dans la mesure où les lois de la morale y sont bravées: l'attrait du fruit défendu n'est-il pas vieux comme l'humanité?»

«Il faut bien mettre les catholiques ou plutôt les humains, en garde contre ces campagnes d'émancipation morale et religieuse menées par des gens dont la largeur de vues pourrait avantageusement élire domicile en d'autres domaines.»

«Les discussions sur l'art pour l'art, kifkif les juge puériles et de mauvais goût. L'art n'est pas indépendant de la morale, c'est entendu, mais il ne lui est pas subordonné de la manière qu'on le prétend chez M. Bethléem. L'art est prisonnier de la morale ou, mieux, la morale est prisonnière de l'art, en ce sens que toute oeuvre d'art comprend, suppose la morale. Une belle oeuvre qui serait immorale, cela ne se conçoit pas. C'est en ce sens que le nu est chaste, que le péché peut être moralisateur, que Madame Bovary est admirable, que Shylock, comme création dramatique, est une merveille de l'esprit humain. Or, M. Bethléem ne juge pas les livres à cette mesure généreuse, je dirais catholique, mais suivant un formulaire rigoriste qui lui fait trouver Zénaïde Fleuriot plus digne d'être lue (au strict point de vue littéraire) que l'auteur du Collier.»

Cela, d'après Kifkif, c'est de la sottise pommée. Le réalisme, voire la trulence de la Bible, n'auraient pas trouvé grâce aux yeux de M. Bethléem si un écrivain d'aujourd'hui se les fût permises. Car ce critique sans aucun sens critique emploie à juger Pierre L'Ermitte des procédés qu'il applique à l'analyse de Jean Racine. Kifkif vous disait bien que M. Bethléem et Mgr Roy, ce sont des sosies... KIFKIF

## O VANITÉ DES VANITÉS...



— Chouette, y paraît que la Bourse remonte!  
— Ça t'intéresse?  
— J'te crois, j'ai eu des stocks, dans le temps.

(Le Petit Parisien).

## CECI, CELA ET AUTRE CHOSE

### La crainte du gendarme.

Les incendies criminels se multiplient, depuis trois ou quatre ans, d'une façon alarmante. Les compagnies d'assurance se joignent à la police dans la recherche des coupables. Le barème des primes dépend du nombre des incendies; le public a intérêt à la punition des coupables, quand il y en a. Pour enrayer le mal, il faudrait peut-être que nos tribunaux en condamnant quelques-uns. La crainte du gendarme est le commencement de la sagesse, entre autres pour les criminels.

L'Angleterre s'est débarrassée d'une façon sommaire, au commencement du siècle, des souteneurs et des «gansters» en invoquant un statut vieux de quatre ou cinq siècles pour en fouetter quelques-uns et les abandonner ensuite sur place publique. Ils émigrèrent peu après, ou se trouvèrent un emploi. — D. D.

L'enseignement de l'Ecole des Hautes Etudes commerciales, 535 avenue Viger, préparé au commerce, à la publicité, au journalisme. Complètement avantagéement les connaissances professionnelles de l'avocat et du notaire. Cours du jour, du soir et par correspondance. — Tél.: HA 6209. (r-a)

### Manceuvres.

Les grandes manœuvres navales américaines, qui ont duré plus d'un mois, viennent de prendre fin. Les communiqués de presse sont naturellement succints et ne démontrent pas grand chose, si ce n'est la vulnérabilité du canal de Panama, en temps de guerre, et l'échec de l'Amirauté américaine dans sa tentative de faire passer toute sa flotte d'un océan dans l'autre, dans un temps déterminé. Ce ne sont certes pas les informations publiées sur ces manœuvres qui seront de nature à nous éclairer sur la valeur réelle de la flotte américaine.

Les manœuvres américaines montrent bien l'état d'inquiétude qui règne à Washington, comme celles de la France à la frontière de la Sarre, témoignent du malaise que l'on ressent à Paris. Ces dernières opérations seront conduites par deux corps d'armée complet, avec un matériel

nouveau. Il sera intéressant de lire les commentaires des experts militaires et navals au cours des semaines à venir. A. R. B.

### Les dessous d'un conflit sud-américain.

Après avoir laissé faire pendant des mois, après avoir ravitaillé et armé avec le même enthousiasme Boliviens et Paraguayens, le gouvernement de Londres s'avise subitement de consulter les bonzes de la S.D.N. pour leur demander de placer un embargo sur les armes à destination de l'Amérique du Sud. Le conflit a assez duré, et il s'agit de prendre maintenant des mesures radicales. Puisqu'on ne peut imposer la volonté de l'Amérique du Sud, on se tourne vers l'Allemagne, il faut se rattraper sur quelqu'un d'autre: les deux petits pays sont tout trouvés pour servir de cochons d'Inde.

Les Etats-Unis semblent hésiter. Horreur! Et dire qu'il s'agit d'aller vite, cette fois-ci. Mais, à propos, est-ce qu'il n'y aurait pas au-dessous de cette tentative pour imposer la paix quelque chose de plus tangible que des principes moraux? Demandez plutôt aux dirigeants de la Royal Dutch et aussi à ceux de la Standard Oil. Comme ils ne vous répondront pas, je vous dirai qu'il y a quelques puits de pétrole au Gran-Chaco et que les deux compagnies voudraient bien se les approprier. Vous comprendrez ainsi toute l'histoire. — A. R. B.

Les cigarettes Duchesse, manufacturées par L. O. Grothé, Limitée, Maison canadienne et indépendante, sont de qualité supérieure parce que seuls les meilleurs tabacs sont employés dans leur fabrication. Faites l'essai des cigarettes Duchesse et vous serez certains qu'elles satisferont votre goût. (r-a)

### Erratum.

Dans l'article de Berthelot Brunet nous avons publié samedi: Grignon fait de la terre, on doit lire à la 21e ligne de la 1ère colonne, page 2: Il faut remarquer que le paysan canadien-français subit la volonté de sa femme et de ses filles, et non: de ses fils.

## Échos

### UN HOTEL DANS... UN ARBRE

Un hôtel comprenant onze chambres vient d'être édifié... au sommet d'un arbre gigantesque, en pleine forêt, à 12 kilomètres de Nyeri, dans le Kenya. Il a été construit entièrement en bois, pour les touristes qui désirent participer à la vie de la jungle. Tout autour, en effet, pullulent les bêtes fauves. Aussi tous les hôtes de ce curieux palace doivent-ils avoir réintégré leurs chambres dès la fin du jour; il est interdit de fumer, et plus encore de chasser. Le plus grand silence est de rigueur. Il paraît que le patron de l'hôtel fait d'excellentes affaires depuis quinze mois que son installation est terminée.

★ ★ ★  
Quand vous rencontrez une boisson en usage depuis plus de 250 ans, dites-vous qu'elle a du mérite. C'est le cas du genièvre (gin) de Kuyper. (r-a)

### TROP FROID POUR L'OURS

Le chef d'une expédition cinématographique américaine dans l'Arctique craignait de ne pas trouver, au pays des Esquimaux, l'ours polaire indispensable pour le film qu'il tournait. C'est pourquoi il s'adressa à une firme de Hambourg, qui lui vendit un magnifique ours blanc. L'animal, paraît-il, connaissait déjà quelque peu le métier et ne demandait qu'à se perfectionner. Tout était donc pour le mieux. Cependant, lorsque l'expédition ar-

riva en vue de Trondjem, l'ours se mit à tousser...

On lui mit sur le dos la peau d'un défunt collègue et on lui fit boire de la tisane bouillante. Ce fut en vain. La pauvre bête mourut de broncho-pneumonie. Les Américains reprochèrent à la firme hambourgeoise de leur avoir vendu un ours malade, mais le vendeur répondit par télégramme:

«Je regrette, mais j'ignorais que l'ours devait aller au Pôle. Né à Hambourg, l'animal ne pouvait supporter le froid.»

★ ★ ★  
Le genièvre (gin) de Kuyper fut le premier connu au Canada et il reste le favori de «nos gens». C'est une boisson de gentleman, à prix populaire. (r-a)

### À lire

En 2e page :

EXCLUSION SYSTÉMATIQUE, par Dollard Dansereau.

REVUE DE LA PRESSE, par Georges Langlois.

En 3e page :

LA PENSÉE ÉTRANGÈRE.

En 4e page :

LA «VERTUEUSE» CARRIÈRE DE RASPOUTINE, par Vincent Rousseau.

ECHOS DE MUSIQUE ET DE THÉÂTRE, par Georges Langlois.

## Nos «attaques» contre les Jésuites

Le recteur du Collège Jean-de-Brébeuf, le R. P. Oscar Bélanger, s'adressant jeudi soir aux élèves anciens et actuels de cette maison, a pris à son tour la défense de l'enseignement secondaire. Au cours de son allocution, il a prononcé les paroles suivantes, rapportées par le DEVOIR, qu'on ne saurait soupçonner d'avoir joué au révérend Père le vilain tour de ne pas les reproduire avec exactitude:

«On a dit quelque part, que nos collègues classiques forment des bacheliers satisfaits, c'est faux. Nous ne voulons pas de «bacheliers satisfaits». Nous ne prétendons pas donner à nos élèves une culture parfaite, mais nous tendons de tous nos efforts vers la perfection et nous tendons de donner à nos finissants le goût de l'étude et de la culture afin qu'ils continuent, en dehors du collège, et toute leur vie, à faire mieux et à étendre leur savoir.»

«Chers élèves, je vous demande de nouveau, en ce jour qui vous réunit au collège d'être partout et toujours des catholiques convaincus, prêts à défendre leur foi sans attendre que les attaques contre celle-ci prennent une allure persécutrice.»

«Je vous demande aussi de pratiquer le patriotisme sain que nous vous avons enseigné, pas un patriotisme de démolition mais un patriotisme de construction.»

«Certains qui s'arrogent la mission de refaire notre éducation nationale vont chercher leurs exemples à l'étranger et ne veulent pas voir ce qui s'est fait et ce qui se fait au Canada depuis quatre siècles. Qu'on ne dise pas que nous n'avons rien de comparable aux autres pays au point de vue religieux ou national. N'écoutez pas ces pessimistes.»

«Se peut-il qu'un siècle d'enseignement secondaire ait abouti à un fiasco? Non, je me refuse à le croire. Nous n'avons qu'à regarder en arrière et même autour de nous et nous constaterons que notre enseignement classique n'a pas été une faillite.»

«Nous souffrons la critique et nous voulons écouter ceux qui mettent le doigt sur des plaies réelles de notre enseignement, nous écouterons ceux qui veulent sincèrement être des constructeurs et non des destructeurs.»

«Qu'on ne dise pas non plus que nos collègues n'ont produit et ne produisent que des «bacheliers satisfaits». Nous ne faisons pas et nous ne voulons pas faire de «bacheliers satisfaits». Nous tendons sans cesse vers le mieux. Nous voulons monter de plus en plus, nous voulons élargir nos horizons intellectuels, mais nous n'y réussissons que si l'on nous aide et surtout qu'avec la grâce de Dieu.»

En prenant la défense de l'enseignement secondaire, le R. P. Bélanger a surtout voulu prendre, c'est évident, celle des collèges de la Compagnie de Jésus. D'ailleurs, le DEVOIR ajoute que les anciens élèves du Collège Jean-de-Brébeuf «ont adopté à l'unanimité une motion de protestation contre les attaques publiques faites contre l'enseignement secondaire, en particulier contre leurs anciens maîtres». Protestation inspirée par les paroles du R. P. Bélanger, sinon par les bons Pères eux-mêmes.

L'ORDRE étant actuellement le seul journal à réclamer la réforme de l'enseignement secondaire, nous sommes nettement visés. Or, avons-nous jamais dénoncé à ce propos les RR. PP. Jésuites et leurs collèges? Au contraire. Dans les établissements dirigés par les congrégations ou les ordres religieux, l'enseignement, nous l'admettons, est générale-

ment supérieur à celui que dispensent les collèges de séculiers, dont la plupart sont plutôt des petits séminaires. D'ailleurs, on ne saurait nier que les congrégations et les ordres sont plus que les séminaires en mesure de former des professeurs.

«L'examen du baccalauréat dans les maisons de la Compagnie de Jésus — il s'agit de la façon dont il se passe et non des questions posées — soit un critère des connaissances des élèves meilleur que celui de l'Université, nous le reconnaissons également. Chez les Jésuites, en effet, les élèves ne ressentent pas le besoin de se chauffer à blanc à la veille d'un examen que d'autres, ailleurs, ne réussissent parfois à passer qu'au moyen d'un effort de mémoire.»

«Le seul grief que nous ayons contre les RR. PP. Jésuites en particulier, — Parizeau l'a déjà formulé, sans les mettre nommément en cause — c'est la solution de continuité de leur enseignement.»

«Pour se rompre à l'enseignement, jeter les bases d'un cours, deux ou trois ans sont nécessaires: on travaille ensuite sur ce fond, on améliore, on s'adapte aux circonstances, aux besoins des élèves. Or, il semble que la Compagnie de Jésus ait pour principe de ne jamais laisser un de ses membres occuper un poste assez longtemps pour prendre certaines habitudes et imposer ses vues personnelles. *Perinde ac cadaver*. Aussi les professeurs font-ils la navette entre différentes maisons, passent-ils d'un poste à un autre, d'une classe à une autre. Le plus souvent au détriment des élèves: tant pis pour eux, s'ils en souffrent. Les RR. PP. Jésuites oublient-ils — ils ne seraient pas les seuls à le faire — que «les collèges sont faits pour les élèves et non les élèves pour les collèges?»

«Je me suis déjà entretenu de ce problème avec un Jésuite qui occupe à Rome, dans son Ordre, de hautes fonctions. Après avoir reconnu le bien-fondé de mes observations, il a ajouté que le supérieur général de la Compagnie était le premier à regretter ces inconvénients et qu'il songeait à y remédier. On peut donc espérer que les RR. PP. Jésuites sauront concilier leur Règle et les exigences de la pédagogie, pour le plus grand bien de leur enseignement. Leurs collèges se classent au premier rang de nos trop nombreux établissements d'enseignement secondaires, et personne ne voudrait les voir rester en arrière pendant que d'autres font des progrès.»

«Voilà, encore une fois, le seul grief que nous ayons dans ce domaine contre les RR. PP. Jésuites en particulier, et c'est la première fois que nous le formulons clairement. Aussi le R. P. Bélanger n'a-t-il aucune raison de laisser entendre, et les anciens élèves du Collège Jean-de-Brébeuf ont été faites contre les RR. PP. Jésuites. Mais c'est un excellent moyen de déplacer la question, de donner le change au public.»

«Mon révérend Père, vous êtes très fort... ou vous aimez la plaisanterie. C'en est une que de demander s'il se peut «qu'un siècle d'enseignement secondaire ait abouti à un fiasco». Le fiasco, si vous ne le voyez pas, c'est que vous ne voulez pas le voir. Il existe. J'en parlerai ces jours-ci. Aujourd'hui, je ne vous dis qu'une seule chose: ON JUGE L'ARBRE A SES FRUITS.»

Pierre BOUCHER

## Japonaiseries de printemps

Il n'en faut jamais beaucoup pour mettre le feu aux poudres, lorsque deux nations peuvent résoudre leurs différends autrement que par des coups de fusils. Il suffit d'un assassinat, d'un attentat ou même d'une simple dépêche falsifiée, pour provoquer un conflit, depuis longtemps inévitable. La guerre franco-allemande de 1870 vint à la suite d'une falsification, et celle de 1914, de l'assassinat d'un archiduc-héritier; le meurtre du capitaine japonais Nakamura, sur les bords de la Nonni, fut suivi de la campagne de Mandchourie. La mortelle fusillade de la Bijen est peut-être elle aussi le prélude d'une nouvelle guerre russo-japonaise, dont tout le monde parle, à Moscou, à Tokio et ailleurs.

Loin de s'améliorer, la situation diplomatique entre la Russie et le Japon est devenue extrêmement tendue, ces temps derniers. Les incidents de frontières se sont multipliés; patrouilles russes abattues par des détachements mandchous, aviateurs japonais descendus par les canons russes. Une rive à l'autre de l'Amour, on échange des coups de fusils. Les Soviets concentrent des effectifs importants en Transbaikalie et dans la province maritime et renforcent leur aviation. Les Japonais arment et entraînent les troupes mandchoues en prévision d'un futur conflit.

La tension diplomatique est également

très forte. Depuis la reconnaissance des Soviets par les Etats-Unis, Tokio a non seulement entamé des négociations avec les groupes nationalistes chinois en vue de trouver un terrain d'entente, mais a décidé de créer un nouvel état tampon, en Mongolie, cette fois.

Ce mouvement vers l'ouest inquiète fort la presse moscovite qui y voit une nouvelle tentative de débordement stratégique, alors qu'en réalité la création d'un nouvel état-tampon ne ferait que garantir à la fois la Chine et le Japon contre la pénétration bolcheviste. Tokio ne peut en effet laisser Moscou masser des troupes à la frontière de Corée et de Mandchourie, tout en activant sa propagande communiste en Chine, sous l'œil bienveillant des Etats-Unis. Le renforcement de l'armée russe dans la province maritime risque d'obliger le Japon à entamer une guerre préventive, dans laquelle il ne tient pas du tout à s'engager.

Il est peut-être exagéré de dire que la guerre est devenue inévitable et qu'elle commencera dès que l'un des adversaires aura trouvé le moment propice, mais la situation reste difficile et pleine de dangers. Il suffira d'une étincelle pour communiquer le feu aux poudres, et le printemps 1934 pourrait bien voir une nouvelle intervention armée du Japon sur le continent.

André BOWMAN

# Exclusion systématique

La commission qui prépare actuellement notre future législation bancaire, celle qui ressemblera comme une sœur à l'ancienne, a convoqué des banquiers, des économistes et des politiciens. Le commerce canadien a fait aussi le sujet de ses doctes délibérations. La législation bancaire est la clé d'un système économique libéral, et la commission a dû s'informer des problèmes commerciaux du pays. C'est ainsi que M. Bennett fut appelé devant elle pour donner les raisons d'un certain prêt de 60 millions de dollars consenti au Canadien-Pacifique. Les banques canadiennes-françaises qui reçoivent du gouvernement fédéral ne fonctionnent guère; à part la Banque Provinciale du Canada, il n'y en a qu'une: la Banque Canadienne Nationale. Aussi, peu de banquiers canadiens-français furent-ils convoqués. Mais nous avons des économistes, et la prospérité du commerce québécois devrait importer au gouvernement d'Ottawa: les économistes et commerçants canadiens-français n'existent point, pour les commissions d'enquête fédérales. Cette mise au rancart systématique ressemble fort à du mépris.

Il va sans dire que les banquiers se sont déclarés satisfaits de notre législation bancaire. Parmi les économistes, un certain M. McGeer, de Vancouver, pendant toute une journée, a exposé un plan de réorganisation financière de son cru: un autre vint préciser comme moyen d'activer la circulation monétaire et de rétablir les finances publiques l'imposition d'une taxe sur les billets de banque, payable par celui qui les aurait en sa possession le 1er de chaque mois. Les politiciens, peu nombreux, évitèrent le ridicule; ils ne furent pas transcendants non plus. C'est dire que les commissaires avaient du temps de reste, dont les Canadiens-Français se seraient contentés.

Devant la commission d'enquête

sur la radio, le rédacteur en chef d'un journal de Toronto, M. Hunter, vint déverser sa bile sur les Canadiens-Français: ce fanatique était trop ridicule pour être dangereux. L'enquête sur le « mass buying » se poursuit toujours sans savoir où elle va: on n'y a pas fait comparaître beaucoup de marchands canadiens-français.

Il y a quelques économistes de valeur dans la province de Québec, à l'université McGill comme à l'université de Montréal: combien d'entre eux furent convoqués par la commission bancaire? Chez les Canadiens-Français, MM. Monpetit et Laureys, pour ne nommer qu'eux, sont au premier rang. Toute commission d'enquête fédérale sur des problèmes économiques canadiens devrait les consulter: M. Laureys, nous en sommes certains, ne fut jamais. Notre directeur, M. Asselin, aurait représenté le journalisme avec autrement de brio et d'intelligence que le citoyen Hunter, devant la commission d'enquête sur la radio (1). Le gouvernement fédéral a toujours méprisé les Canadiens-Français. Les commissaires nommés par le cabinet actuel connaissent peut-être l'opinion de MM. Monpetit, Laureys, Asselin, et de nous tous, Québécois, sur l'économie dirigée en faveur des provinces de l'Ouest, de l'aveu même de M. Bennett, et sur l'inflation.

L'exclusion systématique de l'opinion canadienne-française par le gouvernement fédéral doit cesser. Elle dure depuis des années, et n'a plus sa raison d'être. Elle doit cesser surtout au moment où les Anglo-Canadiens se mettent à la remorque des Etats-Unis et reçoivent de nos voisins leurs directives intellectuelles et politiques.

**DOLLARD DANSEREAU**

(1) Pour être approuvé de quelques gens intelligents et être conspué de milliers de brutes. Non, merci! — OI. A.

# Un désarmement sincère mais unilatéral

**C'est celui que la France a opéré en réduisant de 38% la totalité de ses effectifs**

Certains esprits, à l'étranger, ont pris prétexte de la note française du 17 avril à l'Angleterre pour oser affirmer que la France n'a jamais eu l'intention de désarmer. On pourrait leur répondre que toutes les initiatives pratiques qui se sont produites depuis la fin de la guerre, c'est-à-dire celles qui avaient le souci de concilier le désarmement avec la sécurité, ont eu une origine française. Rappelons-nous le protocole de 1924 de M. Herriot, le plan d'assistance mutuelle de M. Tardieu en 1932, le projet de sécurité de M. Paul-Boncour en 1933? Mais il y a mieux. La France n'a pas attendu la convocation de la conférence de Genève pour entrer dans la voie d'un désarmement qui est resté jusqu'à maintenant unilatéral. Nous ne pouvons pas citer tous les chiffres. Contentons-nous d'examiner le problème du seul point de vue des effectifs.

En juillet 1914, l'effectif global de l'armée française se montait à 979,000 hom-

mes, dont 754,000 se trouvaient en France et 747,000 étaient immédiatement utilisables. A la fin de la période de démobilisation, dans les derniers mois de 1921, les chiffres étaient de 816,000 pour l'effectif total, dont 524,000 pour l'armée métropolitaine. La loi du 1er avril 1923, en réduisant à dix-huit mois la durée du service actif et en réglementant l'incorporation de chaque classe en deux contingents, ramena l'effectif total à 649,000 hommes dont 419,000 stationnant en France, et seulement 282,000 immédiatement utilisables, c'est-à-dire ayant plus de six mois de service. La loi du 31 mars 1928, qui a réduit la durée du service actif à douze mois, a abaissé l'effectif total de l'armée française à 603,000 hommes, dont 350,000 stationnant en France et 232,000 seulement immédiatement utilisables.

Autrement dit, la durée actuelle du service militaire français a subi une diminution de 66% par rapport à 1914, les effectifs globaux de l'armée ont été réduits de 38%, les troupes stationnant en France de 52% et l'effectif immédiatement utilisable de 69%.

Quel pays peut se vanter d'en avoir fait autant? (Le Petit Parisien)

# REVUE DE LA PRESSE

## Un ministère fédéral du tourisme

Nadeau a dit, vendredi matin, ce qu'il fallait penser de ce projet mis de l'avant par quelqu'un qui n'est pas tout à fait désintéressé, puisqu'il fait monter beaucoup de touristes dans ses bateaux. C'est peut-être ce qui lui a donné l'idée de nous monter ce bateau. L'ÉVÈNEMENT ne voit pas cette galère d'un très bon œil.

Avec beaucoup de publicité et un peu d'organisation, a déclaré le président d'une compagnie de transport, le tourisme rapporterait au Canada plus de \$500,000,000 par année. Ce chiffre ne paraît pas exagéré. Mais, pour atteindre cet objectif, on préconise la création d'un ministère fédéral du tourisme. Cette proposition est extravagante et inacceptable. Déjà le gouvernement fédéral compte quelques ministères dont il pourrait aisément se dispenser, le travail auquel ils sont préposés étant mieux accompli par des ministères provinciaux. C'est le cas des ministères de la Colonisation et de l'Agriculture. Ces deux offices ne font rien que les administrations provinciales ne pourraient faire plus efficacement qu'eux. D'ailleurs, en ce qui concerne le tourisme, il y a longtemps que les provinces ont pris l'initiative, sans créer de ministères nouveaux, de « payer les voies » aux étrangers en état d'apprécier les avantages naturels et le caractère particulier du pays canadien. Dans ce champ, la concurrence n'a rien que de profitable à l'intérêt commun. Chez nous, dans la province de Québec, les autorités fédérales reconnaissent volontiers que l'organisation du tourisme va très bien. Sans doute, dans ce domaine comme en d'autres, il y aura toujours moyen de faire mieux. Cependant, dans l'ensemble, le progrès réalisé a valu des éloges mérités à nos gouvernants et à d'excellents fonctionnaires. Et, quant à l'ensemble des efforts pour attirer des touristes en Canada, il n'a pas été si mal, jusqu'ici, puisque, en 1927 ou 1928, les statistiques prétendent que les visiteurs étrangers ont laissé \$300,000,000 à nos villes et à nos campagnes. En comparant ce qui a été accompli avec ce qu'on propose comme objectif à atteindre, la démonstration éclate de l'efficacité des méthodes de nos administrations provinciales. Certes, le gouvernement fédéral peut donner des encouragements pratiques à cette industrie nationale. Le

## Trop de députés

La campagne électorale bat son plein en Ontario. Le DEVOIR rappelle que le nombre des députés ontariens sera diminué de 112 à 90. O. H. propose qu'on en fasse autant dans notre province.

Rappelons, une fois de plus, que si la dernière assemblée législative de l'Ontario comprenait cent douze députés, la prochaine n'en aura que quatre-vingt-dix.

Pourquoi?

Parce qu'on s'est aperçu qu'une assemblée de cent douze législateurs ne valait pas plus que celle de quatre-vingt-dix et que, si la population a augmenté, si des régions nouvelles se sont ouvertes, la facilité des communications a tellement grandi aussi qu'il est plus facile aux députés d'aujourd'hui qu'à ceux d'autrefois de garder contact avec leurs électeurs; qu'il n'est donc aucune raison de ne pas économiser la somme considérable que représente la suppression de vingt-deux sièges électoraux.

Toutes ces raisons valent pour la province de Québec, où il serait si facile de ramener à soixante-cinq comme, autrefois le chiffre des sièges provinciaux, qu'on a graduellement, et presque sans que le peuple s'en aperçût, porté à quatre-vingt-dix.

Cette réduction de vingt-cinq sièges représenterait, nous l'avons récemment démontré, l'économie d'intérêt sur un capital d'au delà d'un million de piastres.

Cela n'en vaut-il pas la peine?

# Tribune Libre

Montréal, le 5 mai 1934.

**Cher monsieur Asselin,**

Je me permets de vous présenter mes compliments au sujet de l'ORDRE, dont je suis avec un intérêt véritable la publication, et j'en profite pour vous demander, non en lectrice indignée, mais en amie, de bien vouloir mettre au point quelques inexactitudes parues dans un article de votre journal du jeudi 3 mai, sous la plume de M. Georges Langlois.

Votre collaborateur a dû se laisser abuser par des personnes mécontentes du résultat du Festival d'Ottawa (il s'en trouve toujours dans un concours de ce genre), et c'est ce à quoi j'attribue un parti-pris qui ne lui est pas coutumier. Cet article me paraissant de nature à nuire à la bonne entente qui a, jusqu'à présent, régné entre l'élément français et l'élément anglais participant au concours, je vous serais reconnaissant de m'aider à le rectifier.

Il est inexact que la seule pièce canadienne-française présentée à Ottawa ait été ignorée par l'adjudicateur; bien au contraire, il en a fait grand cas, comme vous le prouve cet article du DROIT d'Ottawa que je vous envoie ci-joint.

De plus, les pièces canadiennes-françaises inédites n'ont pas été jugées, au point de vue de leur facture littéraire, par M. Rupert Harvey, comme le croit M. Langlois, mais par M. Milon et Tyrol, l'un, censeur bien connu de Montréal, l'autre, professeur de littérature et d'art dramatique à l'Université de Kingston, qui sont seuls responsables des décisions prises par le Comité du Festival.

M. Langlois me reproche, d'autre part, d'avoir pris le rôle de Mlle Riddez dans la pièce soumise par le M.R.T. Je n'ai fait, en ceci, que suivre les recommandations expressément des juges du Festival régional de Montréal, unanimes à déclarer l'artiste en question beaucoup trop jeune pour le rôle. N'ayant pas le temps de former une autre artiste sans déranger, par des répétitions inutiles pour lui, M. Honoré David, qui est un homme fort occupé, il ne me restait qu'à prendre le rôle moi-même, puisque je connaissais la pièce que j'avais dirigée.

Je m'excuse de vous ennuier par des détails qui vous sembleront futiles après des graves questions dont vous devez être occupé, mais j'ai à cœur de dissiper tout de suite un malentendu qui pourrait porter préjudice au développement du Petit Théâtre à Montréal.

Veuillez agréer, cher monsieur, mes sentiments les plus sincèrement amicaux.

**Martha ALLAN**

**N.D.L.R.** — Inutile de rouvrir un débat qui menace de s'éterniser. J'ajouterai simplement que personne ne m'a inspiré mes remarques. C'est un fait que M. Harvey, dans son rapport verbal, n'a pas dit un mot de la seule pièce française retenue par le jury, et je ne suis pas le seul à l'avoir fait remarquer. C'est bien mon droit de trouver que Mlle Allan a eu tort de se substituer à une autre interprète au dernier moment, comme c'est le droit de chacun de ne pas partager mon avis. Quant au parti pris, je n'en ai que contre les cabots, cela n'est pas de nature à nuire ni à l'art ni à la bonne entente, laquelle, d'ailleurs, se fait généralement aux frais des Canadiens-Français, quand ce n'est pas sur leur dos. Mlle Allan aime le théâtre, ce qui est très louable; elle a les moyens et le loisir de jouer à la directrice de théâtre, c'est son droit. Mais elle ne pourra nous forcer de prendre au sérieux son « Petit » Théâtre si bien nommé. — G. L.

# Russie et S.D.N.

Albert Thomas, ancien directeur du Bureau international du Travail, se réjouirait, s'il vivait encore, d'apprendre que la Russie soviétique veut demander son entrée à la Société des Nations. Il attachait beaucoup d'importance à la participation de l'U.R.S.S. aux conférences internationales du travail. Le B.I.T. vit tant de fois ses demandes de renseignements sur les conditions du travail en Russie repoussées froidement que Thomas désespérait d'obtenir l'adhésion des républiques russes aux principes de la S.D.N. et du B.I.T. Les dépêches qui annoncent l'arrivée impetive de Maxime Litvinoff à Genève, pour y négocier l'entrée de la Russie dans le choeur international des pays bourgeois, auraient réjoui l'apôtre de la paix sociale dans le monde.

On peut se demander les raisons de ce revirement subit de la Russie à l'égard des pays bourgeois, membres de la S.D.N. Il s'agit bien, en effet, d'un revirement: il n'y a pas très longtemps encore, Staline lançait un défi au reste du monde bourgeois, qui ose contrecarrer, même mollement, l'idéal soviétique... Une dépêche de presse nous apprend que le camarade Litvinoff viendrait participer à la conférence du désarmement. Il est permis d'être sceptique sur les intentions réelles du commissaire des Affaires étrangères de l'U.R.S.S.

La véritable raison qui pousse la Russie soviétique à s'embourgeoiser, c'est peut-être le besoin d'argent. Personne n'ignore que le pays par excellence du prolétariat recourt sans cesse aux pays capitalistes pour alimenter son gaspillage socialiste. Le capitalisme international, proche parent du socialisme, contribue à faire durer le régime russe plus que de raison.

Si le camarade Litvinoff exprime des sympathies à la S.D.N., on peut être certain que, tôt ou tard, il fera aux pays bourgeois des demandes répétées d'argent. Ces appels de fonds seraient peut-être aussi la condition préalable de l'entrée de la Russie à la Société des Nations. Pays bourgeois, gare à vos poches!

**Jean-Marie NADEAU**

# Scapinades

Le gentilhomme est celui qui sait rire d'un bon mot qu'il a déjà entendu.

Devisé à inscrire au-dessus des camillières: « Au désir de bien faire. »

Aimer est de tous les temps et même du temps perdu.

Les mécaniciens, qui ont des appointements modestes, sont souvent obligés de mener un grand train.

Lorsqu'un Ecossais est à museler son chien, vous pouvez dire que c'est l'heure du repas.

Ce n'est pas toujours prudent dire à un homme qu'il est fou. Il peut quelquefois l'être assez pour se fâcher.

Réponse froide: « Qu' alors y faire? »

Avant le mariage, un homme se fait dire: « Est-ce toi, chéri? » et après: « Essaie tes pieds avant d'entrer. »

Un piéton, selon Platon, c'est la matière première pour un accident d'automobile.

Paradoxe: pleurer à chaudes larmes et n'avoir pas froid aux yeux.

**TIT-PIC DE PIQUE-HARDI**

# L'empire des Américains sur le canal de Panama

Il y a des coïncidences si curieuses qu'il est difficile de les attribuer au seul hasard. Par exemple, celle qui nous montre les Américains en train de développer leur mainmise sur le Panama, au moment même où la déclaration de la doctrine de Monroe japonaise projette une lumière éclatante sur les rivalités déclinantes dans l'Océan Pacifique.

Nul, certes, ne conteste le droit, et même le devoir strict, des Etats-Unis d'attacher une importance vitale au canal interocéanique. Ils ont eu le mérite de mener à bonne fin la grande conception de de Lesseps. Ils ont su faire l'effort financier nécessaire. Excellent placement, d'ailleurs. Le canal de Panama est une affaire qui rapporte gros. D'autre part, il permet aux Américains l'économie de la moitié d'une flotte. Sans lui, les Américains devraient avoir assez de navires pour assurer à la fois la maîtrise des deux océans.

Encore faut-il que le canal soit capable de permettre un passage rapide, qu'il soit à l'abri des attaques du dehors et qu'il soit pleinement entre les mains des Américains. La perfection technique est réalisée. Des manœuvres toutes récentes ont prouvé que 101 navires de guerre pourraient passer en vingt-quatre heures. C'est un résultat prodigieux. La sécurité du canal est assurée par des fortifications formidables. On y trouve les plus puissants canons du monde avec les bétonnages et les tourelles à éclipse qui sont le dernier cri du progrès. Le seul risque sérieux serait un attentat audacieux contre les écluses. Les Américains font bonne garde. Et ils ont pour cela toutes les facilités, car ils sont les maîtres de toute la zone traversée par le canal.

On se rappelle que, pour rendre plus aisé ce contrôle, les Américains ont provoqué une révolution qui a détaché de la Colombie le territoire de Panama. La petite République créée par eux n'a pas pu leur refuser une concession, avec des droits allant presque jusqu'à la souveraineté sur les deux rives du canal.

Dépendant on trouve, à Washington, que ces garanties ne sont pas suffisantes. De nouvelles négociations sont

engagées en vue de préciser les droits exercés par les Américains sur la zone du canal, et surtout la situation éventuelle en cas de guerre. Ce n'est pas le trait le moins piquant de l'affaire que cette discussion ait été amorcée par le refus de la petite République d'accepter en paiement du bail les dollars en caoutchouc de M. Roosevelt. La convention de 1908 prévoit des paiements en or.

Les Américains payeront, mais ils resserreront leur étreinte.

**SAINT-BRICE**  
(Le Journal de Paris).

**Jerry Automobile Limitée**, 4450, rue S.-Denis, ont dans leurs divers dépôts l'auto neuve ou usagée qui vous conviendra. Avant d'acheter, téléphonez-leur: PL 8231. Vous obtiendrez dans l'échange les meilleures conditions. (r)

## Le ténor méconnu

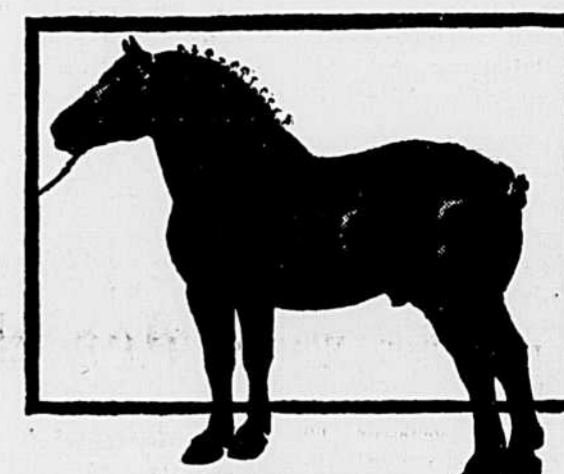
Caruso eut bien des difficultés à s'imposer. On raconte qu'un auditeur qui l'avait entendu au cours d'une représentation de *Manon*, donnée dans un théâtre de Milan, impressionné par la vigueur de son organe, l'avait conduit chez un impresario de ses amis.

Une audition fut accordée et le jugement précis: « Voix faible et sans beaucoup d'espoir. »

Son professeur de chant se montra encore plus sévère à son égard: à des amateurs qui l'interrogeaient sur les possibilités de son élève, il déclara que le « jeune homme avait une voix absolument antimusicale et qu'il lui semblait, lorsqu'il chantait, entendre le sifflement du vent. »

Quand Caruso voulut interpréter, à la Scala de Milan, le rôle d'Umberto Giordano dans *Fédora*, le directeur envoya cette dépêche à l'ami qui l'avait recommandé: « Tu m'as recommandé un ténor et j'ai eu malheureusement à constater que ce n'est qu'un baryton qui m'a été envoyé, et encore sans voix. »

C'est peu de temps après que Caruso commençait au Metropolitan-Opera de New-York la brillante carrière que la mort seule devait interrompre.



**BIERE BLACK HORSE DAWES**

## M. L'Heureux, socialiste sans le savoir

M. L'Heureux, socialiste sans le savoir mais qui ne veut pas du tout passer pour socialiste, s'insurge contre cette « confusion ».

Si on n'a contre cette loi d'autres griefs que celui d'y voir de l'économie dirigée, on ne devrait pas s'enlever outre mesure.

Il existe une économie dirigée socialiste et une économie dirigée non socialiste. Autant nous abominons la première, autant nous voyons dans la seconde le seul moyen de mettre fin à la tyrannie des accapareurs.

Ce n'est pas seulement la Russie qui recourt en ce moment à l'économie dirigée. L'Italie, l'Autriche, l'Allemagne et les Etats-Unis sont entrés dans cette voie. Et si les Canadiens entendent aujourd'hui l'aube de jours un peu meilleurs, c'est principalement parce que le régime d'économie dirigée instauré au pays voisin par le vaillant Roosevelt, contre le gré des exploités, a produit, malgré ses imperfections, des résultats heureux.

Le « Soleil » ne prétendra toujours pas que l'Italie soit socialiste ni que Dollfus se montre moins catholique que nos gouvernants catholiques canadiens?

Voilà le plus beau passage de son article.

Après avoir affirmé sa distinction entre économie dirigée socialiste et non socialiste, il s'emploie de la façon la plus amusante à établir cette distinction. Les derniers paragraphes cités donnent le ton de l'article et montrent la logique de M. L'Heureux. On voit que cet homme s'entend en fascisme et en économie dirigée. Ceux qui veulent rire se procureront le numéro de jeudi de l'ACTION CATHOLIQUE et liront au long cet article que je ne puis citer plus abondamment. Ils y apprendront que « nous avons à choisir, pour demain, entre le socialisme et le communisme, d'une part, puis l'économie dirigée, d'autre part. » Et M. L'Heureux termine par cette profession de foi:

Nous optons pour l'économie dirigée, parce que l'Italie ne veut pas du socialisme, encore moins du communisme et de la révolution. D'autres y gagneraient à faire le même choix.

Heureux homme qui sait si bien jongler avec les mots!

## Le droit de vote des Doukhobors

Le Gouvernement songerait à le leur lever. On peut être sûr que cette atteinte au suffrage universel fera pousser de hauts cris en certains milieux ultra-démocratiques. Cela inspire à l'ÉVÈNEMENT une méditation sur la politique d'immigration qui a permis à ces gens de s'établir en notre pays. C'est là la faute, en vérité: si les Doukhobors étaient bons à faire des immigrants et des colons, ils doivent être bons à faire des citoyens. Leur vote vaut sans doute celui de certains « avariés ».

Si le Gouvernement cherche à leur lever le droit de vote, les Doukhobors trouveront sûrement des défenseurs: politiciens qui feront des tirades sur le suffrage universel et la démocratie, mais avec l'arrière-pensée de s'attacher la reconnaissance de ce groupe d'électeurs.

La faute, dit l'ÉVÈNEMENT, ce fut d'introduire ces gens dans le pays:

Nous sommes d'avis que le pays n'a rien à perdre en enlevant la franchise électorale à des sectaires à demi barbares, qui n'ont jamais rien entendu de l'esprit de nos lois et qui restent inassimilables. Si la déportation en masse et le rapatriement de ces « nudistes saisonniers » étaient possibles, cela vaudrait encore mieux que la limitation de leurs privilèges. La jeune nation canadienne est ainsi forcée d'endurer des éléments qui répugnent à ses habitudes et à ses mœurs. Et les doukhobors ne sont pas les seuls indésirables qu'elle voudrait éliminer. Mais la juste rançon d'une politique d'immigration qui fut souvent criminelle doit se payer. Nous ne pouvons que souhaiter qu'une expérience si humiliante nous garde, à l'avenir, d'erreurs aussi grossières et d'abus aussi odieux que ceux qui furent jadis commis, sous le prétexte qu'il fallait peupler rapidement les territoires de l'Ouest canadien. Nous y avons fixé à jamais des troupeaux de brutes humaines, sans compter des centaines de milliers de malheureux.

Nous n'avons pas fini de payer la rançon de cette criminelle politique d'immigration. Le mot criminel n'est pas trop fort, car ceux qui l'ont dirigée, cette politique, n'étaient pas plus aveugles que ceux qui, aujourd'hui, voudraient la continuer: ils savaient fort bien ce qu'ils faisaient et de quels intérêts ils étaient les serviteurs.

**Georges LANGLOIS**

Le procédé Dumas-Anphat a été employé avec succès à l'étranger et au Canada. Partout il a donné satisfaction, par sa résistance à l'usure, sa rapidité d'application, et son bon marché. (r-1)

LA PENSÉE ÉTRANGÈRE

Un nid d'espions en France

Le TEMPS apprend de source autorisée que la sûreté générale a découvert une importante organisation d'espionnage au profit de l'Allemagne.

La sûreté parisienne vient de mettre la main sur un agent du service d'espionnage allemand. Cette arrestation a amené par voie de conséquence celle de l'intendant Frogé, ce qui ramène à l'actualité cette importante affaire, qui intéresserait les milieux militaires de Belfort.

La sûreté avait remarqué en février plusieurs annonces parues dans des quotidiens, dans lesquelles un individu se disait M. Tworty, s'offrait à prêter dans des conditions avantageuses des capitaux à toute personne solvable, fonctionnaires, officiers, etc. Les demandes devaient être adressées rue Saussure, à Paris. On ne manqua donc pas de s'informer discrètement à l'adresse indiquée et l'on apprit ainsi qu'un certain Georges Tworty, né en 1897 à Döppeln, en Silésie, avait logé quelques jours dans un meublé situé à cet endroit.

Un officier français d'un garnison de l'est à qui Tworty avait proposé de remettre des documents intéressant la défense nationale en échange d'argent feignit d'accepter et Tworty lui fixa un rendez-vous à Paris, en lui avançant des fonds pour le voyage. Une surveillance serrée fut organisée aux abords du lieu convenu. Tworty put être pris en filature et l'on constata au cours de la conversation qu'il eut avec l'officier dans les jardins des Tuileries qu'il examinait des documents, les faisant disparaître dans une poche, et remettait à son interlocuteur une

Un nouvel empire est en train de naître

Les victoires d'Ibn Séoud en Arabie

Allons-nous assister à la réalisation d'une domination unique sur toute l'Arabie? Cela en a bien l'air, d'après les dernières nouvelles qui, à la suite des victoires d'Ibn Séoud, annoncent la décomposition des forces de l'Yémen. On parle même de la mort du souverain de cet émirat, l'imam Yahya ben Hamid ed Dine, et de la fin de son héritier.

L'union de l'Arabie: quel stimulant au mouvement panarabe, qui travaille avec tant d'intensité la Transjordanie, l'Irak et la Syrie! Voilà une perspective troublante pour la France comme pour l'Angleterre.

Qu'aurait pensé lord Curzon si on lui avait dit que c'est à cela qu'aboutirait sa grande combinaison de renaissance du Wahabisme? Car c'est lui qui, vice-roi des Indes, il y a une trentaine d'années, est allé chercher Ibn Séoud, réfugié chez le cheik de Koweït, Monbarak, pour le lancer à la reconquête de ses Etats. Sans doute pensait-on alors que l'opération se bornerait à chasser les Turcs du Nedjed et à barrer à leurs persécuteurs allemands la route du golfe Persique.

Les Anglais ont bien eu le pressentiment du danger quand, au moment de la grande guerre, ils ont été amenés à utiliser contre les Turcs le mouvement de renaissance arabe, si curieusement développé par les arabisants d'Oxford, le colonel Lawrence et M. Saint-John Philby. Ils ont eu recours à la vieille tactique du divide ut imperes. Ils ont essayé de dresser un rival contre le chef wahabite en relevant, à la Mecque, la dynastie Hachimite, en proclamant Hussein fils roi du Hedjaz et en attribuant à ses fils les nouveaux royaumes d'Irak et de Transjordanie. L'opération a mal tourné. Ibn Séoud a balayé la frêle domination du roi Hussein et de son fils aîné. Il a imposé son autorité à toute la péninsule, sauf l'Arabie Heureuse.

Une contestation territoriale au sujet de l'Assir, entretenue par les Anglais comme un dernier germe de discorde, a fait éclater la guerre, par suite de l'imprudence du chef de l'Yémen. En vain, l'imam Yahya s'est-il flatté de détourner la foudre par des négociations. Ibn Séoud ne s'est pas laissé jouer, et il paraît bien en train de remporter la victoire complète. S'il la réalise, les Anglais seront enfermés dans la petite tête de pont d'Aden. Une puissante attraction s'exercera sur tout le royaume arabe.

L'ancien empire des Omniades va-t-il ressusciter sur les ruines de l'Empire ottoman?

La nouvelle Constitution autrichienne

Autoritaire, fédérale et corporative, elle s'inspire de l'encyclique Quadragesimo Anno

M. Dollfuss vient de promulguer la nouvelle Constitution autrichienne. L'événement est suffisamment important pour que l'origine en soit rappelée et la portée précisée.

Les convulsions politiques et les désordres financiers qui se sont déroulés en Autriche depuis l'établissement de la République ont prouvé l'insuffisance de la Constitution du 19 octobre 1920, amendée en 1925 et 1929. La chose est apparue plus évidente encore quand M. Dollfuss entreprit, il y a deux ans, de tirer son pays de l'abîme où il menaçait de sombrer. En politique intérieure comme en politique extérieure, la clairvoyance et l'énergie du chancelier se heurtèrent constamment à des manœuvres, des obstructions, des surenchères qu'il n'avait pas les moyens légaux de déjouer et de réprimer. Le conflit atteignit son point culminant le 4 mars de l'année dernière, quand les trois présidents du Conseil national démissionnèrent en même temps. Depuis, M. Dollfuss a gouverné à coups de décrets-lois. Mais il connaît la fragilité des dictatures et il a eu la sagesse de préparer une réforme de l'Etat.

Celle-ci, tout en conservant à l'Autriche le caractère fédéral qui est dans sa tradition historique, tend à restaurer le principe de l'autorité en s'appuyant essentiellement sur les corporations. La représentation nationale se composera des assemblées consultatives et d'une assemblée législative. Les premières comprendront un conseil d'Etat nommé par le président de la République, un conseil de culture choisi dans les milieux universitaires, scientifiques et ecclésiastiques, un conseil des corporations groupant des représentants du commerce, de l'industrie, de l'agriculture et des métiers; enfin, un conseil des provinces. L'assemblée législative sera formée de membres pris dans les conseils consultatifs. Sauf le budget, tous les projets de loi seront discutés par les conseils consultatifs, et la Diète fédérale ne pourra que les approuver ou les rejeter.

Le président de la République sera élu par les maires des communes qui auront à choisir entre trois candidats désignés par les assemblées. Les principes qui ont présidé à l'élaboration de la structure du nouvel Etat autrichien sont inspirés de la fameuse encyclique de Léon XIII: Quadragesimo Anno.

Puisse la réforme attendue apporter à l'Autriche la paix et l'ordre nécessaires au maintien de son indépendance.

Docteur Tamerzio Anella, chirurgien-dentiste, 5064, avenue du Parc, près rue Laurier, à son bureau de 9 h. à 6 h. sur rendez-vous: Tél. BU 3087. (E)

En marge

Un petit livre vient d'être publié: 'Islam et l'évolution de la culture arabe, depuis l'antiquité jusqu'à nos jours. L'auteur, M. Mohammed Soualah, docteur ès lettres, agrégé de l'Université, s'est honnêtement proposé d'enseigner aux profanes ce que furent dans le passé ses congénères et ce qu'ils sont devenus à notre époque. < Interrogez les candidats aux différents examens d'arabe ou d'histoire des coutumes indigènes, dit-il dans sa préface. Entretenez-vous un instant avec des natures d'élite. Dans l'un comme dans l'autre cas, vous constaterez, souvent, une méconnaissance, sinon une ignorance profonde des principes fondamentaux de l'Islam et de l'évolution des idées dans les lettres, les sciences et les arts musulmans. >

Le mérite de ce mince ouvrage est dans son impartialité et dans sa minutie même. La probité intellectuelle du professeur Soualah est connue de tous les Français qui ont entretenu avec lui un agréable commerce; curieux des choses d'Afrique depuis bientôt trente ans, j'en suis personnellement témoin. Notre cher Paul Bourde estimait fort le savoir et la tournure d'esprit de cet Algérien qui s'est voué à servir la France sans jamais desservir les siens. Mais son livre a en outre la valeur d'une leçon sommaire et juste. C'est un précis, parfois presque une nomenclature; les érudits en la matière pourraient dire sans dédain: un guide-âne. Résumer en deux cents pages l'histoire et les oeuvres de l'Islamisme, il fallait, pour y réussir, persévérance et méthode. La méthode, M. Soualah la tient de nous; la persévérance, il l'a héritée des meilleurs de sa race.

Le ressort de cet exposé que l'Islamisme progresse en quantité dans l'univers et qu'il se modernise en certains lieux. Les statistiques accordées à la religion de Mahomet entre 200 et 270 millions d'adeptes. Des commerçants et des descendants d'esclaves composent une population de 148,000 musulmans disséminés jusque dans les deux Amériques. Ces croyants répartis sur tous les continents communiquent entre eux par leur presse et par leurs missionnaires. La Mecque offre aux lieux d'adoration périodique de se connaître aux lieux favorisés ou aux plus zélés d'entre eux. L'Islam peut donc être considéré comme une sorte de théocratie sans domaine propre, mais à qui le lien de la foi confère l'unité. C'est assez significatif que les Occidentaux de notre espèce devraient s'intéresser à son développement.

L'Islam, du reste, s'intéresse à nous. Je n'en rapporterai que cette preuve: un libraire du Caire met en vente, avec des traités sur l'automobile, l'électricité, la peinture, des traductions de Descartes, de Molière, de Racine, de Chateaubriand, de Lamartine, de Victor Hugo, de Renan, d'Anatole France. Parmi les publications contemporaines, transposées en langue arabe, qu'on se procure dans cette librairie figurent la Violation

Le régime corporatif en Italie

Le comité corporatif central, réuni sous la présidence du chef du gouvernement, a constitué les 22 corporations du régime corporatif fasciste.

M. Mussolini a fait d'importantes déclarations relatives à la nouvelle constitution corporative, et il en a mis en relief la valeur du point de vue de l'activité et du développement de l'économie nationale.

Le communiqué distribué à la fin de la séance fait l'historique de cette nouvelle loi qui fut élaborée en décembre 1933.

Les corporations sont divisées en trois groupes:

Le premier groupe correspond au cycle productif agricole;

Le deuxième groupe correspond au cycle productif industriel et commercial;

Le troisième groupe correspond aux activités productives de services.

Le premier groupe comprend les huit corporations suivantes: céréales, produits maraîchers et fructiculture, viticulture et vin, huile, betterave et sucre, élevage et pêche, bois, produits textiles.

Le second groupe comprend les huit corporations suivantes: industrie chimique, habillement, papier et presse, constructions immobilières, eau, gaz et électricité, industrie de l'extraction, verre et céramique.

Du troisième groupe font partie les six corporations suivantes: prévoyance et crédit, professions et arts, mer et air, communications intérieures, spectacles, hôtellerie.

Les confédérations sont réduites de treize à neuf, à savoir: un des employeurs et l'autre des employés pour chacune des différentes branches suivantes: agriculture, commerce, industrie et crédit, et la confédération des intellectuels (membres des professions libérales et artistes).

La contrebande d'armes

Les armements communistes, ou plus exactement les armements du Front commun, prennent dans le Nord, du fait de l'immense agglomération ouvrière réunie là sur une petite superficie, une gravité particulière. M. Langeron, préfet de police, hier encore préfet du Nord, s'en inquiétait beaucoup. Et il y a tout lieu de croire qu'il continuera à Paris (autre point névralgique) l'activité qu'il déployait déjà à Lille contre les contrebandiers d'armes et les armuriers marrons.

Il ne saurait, bien entendu, être question de milliers de fusils, de centaines de caisses de cartouches, et de dizaines de mitrailleuses, comme l'écrivent certaines correspondances dont le dessin est plus ou moins louable. Mais si les chiffres donnés jusqu'ici ne sont heureusement pas atteints, il n'en reste pas moins que, pour un combat de rue, il serait possible aux révolutionnaires, dès à présent, d'armer dans le Nord quinze cents à deux mille hommes.

Se rend-on bien compte de ce que peut faire, dans un coup dur, deux mille hommes résolus, bien armés, et appuyés en soutien par des dizaines de mille d'ouvriers mécontents?

Il n'y a pas plus de cinq jours, une auto était arrêtée au nord de Bayuy. Fouillée, on y découvrait deux cents grenades à main, dissimulées dans une fausse caisse à outils. Les conducteurs de l'auto réussissaient à s'enfuir abandonnant entre les mains des douaniers une collection de faux papiers, parmi lesquels figuraient non seulement les papiers de la voiture, mais une vingtaine de cartes d'identité maquillées, toutes établies du nom de mineurs français.

Or, un examen plus attentif permit de constater que le moteur de l'auto contrebondière (dont le capot et la carrosserie étaient ceux d'une voiture populaire française) était un moteur allemand; tous les outils étaient également d'origine allemande. L'enquête qui est en cours cherche à suivre cette mystérieuse auto à travers la Belgique jusqu'au point où elle passa la frontière allemande ou hollandaise. Nul doute qu'on ne découvre en ces environs de précieuses indications sur le trafic d'armes et de munitions actuellement pratiqué sur nos frontières du Nord.

Un douanier de ce même poste, proche de Bayuy, observait ces jours derniers que la contrebande de tabac et de dentelles s'était étonnamment raréfiée depuis un mois. Et même celle des stupéfiants.

— La poudre à fusil rapporte davantage souriait-il, que la poudre à priser!

Et d'expliquer que, pendant l'occupation de la Ruhr, les éléments communistes français étaient entrés en relations avec des éléments locaux. Ces relations ne se sont jamais dénouées. Elles jouent aujourd'hui à plain dénoué.

(Gringolte)

Retregrettez-vous votre abonnement? Connaissez-vous un abonné de l'« Ordre » qui regrette le

Essai d'art dramatique fasciste: le théâtre de masses

A la demande de M. Mussolini, un groupe d'écrivains et d'universitaires a monté et fait représenter dernièrement à Florence une œuvre dramatique d'une forme nouvelle: le théâtre de masses, faite pour le peuple, mettant en scène les mouvements de foule et les événements collectifs.

Un emplacement susceptible de contenir 20,000 spectateurs avait été aménagé en plein air pour la circonstance, sur les bords de l'Arno. La scène était un champ de trois cents mètres de long, surélevé par un terrassement. Deux mille figurants étaient engagés: de jeunes fascistes, un bataillon d'infanterie et un escadron de cavalerie.

Le drame représentait des scènes de la guerre: la victoire italienne, puis les luttes intérieures et la triomphe fasciste, enfin les travaux de la paix et le développement de l'agriculture par le régime.

Le principal rôle était tenu par un camion automobile du vieux type BL-18 qui était devenu le titre de la pièce. Le véhicule amenait tour à tour les troupes au tranchées, puis les fascistes à l'assaut contre les communistes, et enfin les travailleurs aux chantiers de bonification. Un matériel important et réel avait été mis en œuvre: canons, mitrailleuses, avions, tracteurs.

La représentation, qui s'est déroulée devant au moins dix mille personnes, a été une déception pour tout le monde. L'immensité de la scène et son éloignement faisaient perdre au spectacle tout son intérêt.

Confiez à WOODHOUSE le soin de meubler votre maison économiquement

Voyez ci-dessous certains articles d'intérieur particulièrement intéressants. Le nouveau locataire ou l'occupant actuel y trouvera une qualité supérieure et sera agréablement surpris de la facilité de paiement.

Ameublement de salon solide, confortable garniture en noyer: un canapé et deux fauteuils Chesterfield de tissu de qualité vert ou rouille. Le divan, muni de matelas à ressorts peut se transformer en grand lit ou en lits jumeaux. Les fauteuils sont bien rembourrés. Prix courant: \$64.50. Les trois pièces pour \$89.00.

Premier versement: \$3.45 Mensualités: \$2.75

Ameublement de chambre, confortable, moderne: un lit et deux fauteuils Chesterfield de tissu de qualité vert ou rouille. Le divan, muni de matelas à ressorts peut se transformer en grand lit ou en lits jumeaux. Les fauteuils sont bien rembourrés. Prix courant: \$64.50. Les trois pièces pour \$89.00.

Premier versement: \$5 Mensualités: \$3

Salle à manger "Vieux Monde" neuf pièces d'un dessin gracieux, ornées de jolies sculptures, placage soigné: table, buffet, dressoir, six chaises. Prix courant: \$225. Une table pour \$130.

Premier versement: \$7.45 Mensualités: \$5.90

Chambre à coucher "Vieux Monde", quatre pièces d'un dessin gracieux, ornées de jolies sculptures, placage soigné: lit de milieu, coiffeur, commode, chiffonnier. Prix courant: \$195. Une table pour \$130.

Premier versement: \$6.95 Mensualités: \$5.50

Divan de studio, modèle Baby Grand, recouvert de tissu de qualité supérieure, muni de trois oreillers et de matelas de feutre. Peut se transformer en grand lit ou en lits jumeaux. Prix courant: \$24.50. Exceptionnellement, aujourd'hui: \$21.05

Premier versement: \$2 Mensualités:

Woodhouse & Co. Ltd

105 ouest, rue Sainte-Catherine (Gringolte)

Rembournez vous et des billets de chemin de fer ou d'autobus dans un rayon de 150 milles de Montréal, pour tout achat de \$100, tout achat de \$100. Les marchandises sont emmagasinées et assurées gratuitement jusqu'à la livraison.

Dingos

Ces Allemands sont déconcertants. Nous les voyons, non sans inquiétude, élever à nos portes une citadelle infernale d'où, à chaque instant, nous nous attendons à voir fondre sur nous les pires fléaux. Ils nous obligent à prendre un tas de mesures, dont le moindre inconvénient est qu'elles coûtent cher, contre la guerre, la peste, les gaz, et à vivre dans un état de qui-vive perpétuel. Chaque jour apporte sur leur humeur belliqueuse, sur leurs préparatifs, des précisions effrayantes, quand...

Quand voici une nouvelle qui sera accueillie dans le monde entier avec un soupire de satisfaction. A la place de l'Enfer qui nous donne tant d'alarmes, nos voisins vont créer un paradis, le Paradis de Mahomet. Ils vont devenir polygames...

Ce n'est pas encore officiel. Mais toutes les grandes idées, tous les principes dont s'inspire l'hitlérisme et qui constituent l'Evangile national socialiste, ont commencé par creuser modestement leur sillon avant de devenir la loi de 70 millions d'hommes. Et il en sera sans doute de même de la thèse du professeur Bergman qui n'hésite pas à consacrer un de ces livres épais, documentés, sérieux, comme seuls les Allemands savent en écrire, à l'exaltation de la polygamie. La monogamie, professe-t-il, est contraire et nuisible à l'espèce. Elle entraîne le déclin de la race. Et il conclut en appelant la jeunesse allemande à une grande croisade contre la ridicule insanité du préjugé monogame.

Nous nous garderons bien d'entamer ici une polémique avec l'érudit professeur. Nous nous demandons seulement comment ces purs Aryens que sont les Allemands arrivent à adopter une conception sociale directement empruntée à l'Orient qu'ils exécutent. En viendront-ils aussi à vouloir nous convertir, comme les descendants immédiats du prophète, au cri: « La polygamie ou la mort? » Nous n'aurions pas gagné au change. Mais le plus certain, et ce n'est point le cadet de nos soucis, c'est que de l'autre côté de notre frontière de l'Est on commence tout doucement à devenir dingos.

GALLO (La Nation Belge)

La Légion Canadienne de Paris

Le dimanche 15 avril, quatre-vingt-deux membres de la Légion canadienne de Paris, y compris leurs familles, se sont rendus aux cimetières anglais et français de Vimy pour y faire leur pèlerinage annuel en commémoration de la fameuse bataille du 9 avril.

Le groupe quittait la gare du Nord à 10 heures 15 pour arriver à Arras deux heures plus tard. En présence du maire et du préfet de la ville, les pèlerins déposèrent une couronne au monument aux Morts.

A l'issue du déjeuner, le baron de Coriolis, président de la Légion canadienne, fit une brève allocution dans laquelle il rappela, en termes émouvants, ce que Vimy signifiait pour les Canadiens.

Le maire d'Arras remercia les Canadiens de leur visite, leur exprima, au nom des habitants de la ville sa gratitude et sa reconnaissance pour l'héroïsme de leurs troupes qui repoussèrent les envahisseurs.

Après le discours du président de l'association des Anciens Combattants de Lille, les excursionnistes prirent place dans des autocars pour se rendre aux cimetières français et anglais, où ils déposèrent des couronnes en souvenir de leurs morts héroïques. Ils visiteront ensuite les champs de bataille de Vimy.

Parmi les personnalités présentes: M. Phil...

Des précisions et des chiffres

Sur le réarmement de l'Allemagne dans la marine et l'aviation.

Le Journal des Nations, publié à Genève, publie sur « les chiffres de réarmement allemand » des précisions édifiantes. Il dit notamment:

Le baron von Neurath a affirmé que l'augmentation du budget allemand est due aux préparatifs pour la transformation de la Reichswehr en armée de milices conformément au plan Macdonald.

Cette affirmation est contredite par les chiffres car l'augmentation principale n'est rien à voir avec le plan Macdonald. Ensuite, les chiffres de la Reichswehr ne s'y appliquent pas non plus.

Après avoir analysé en détail les dépenses pour la Reichswehr, le journal constate que toutes ces dépenses ont augmenté de 33% environ.

Il y a pourtant un chiffre encore plus révélateur: les dépenses extraordinaires (Einmalige Ausgaben) passent de 27 à 80 millions de marks. Ces dépenses extraordinaires signifient: complément et renouvellement des stocks d'armes, munitions et ustensiles, amélioration du logement, etc... C'est donc pour des armements nouveaux que ces 80 millions seront dépensés.

Les dépenses extraordinaires de la marine passent de 59 à 103 millions. Ces dépenses sont destinées à des constructions de navires, amélioration des chantiers et arsenaux, amélioration et complément de moyens de défense, instruction dans le maniement des armes, renouvellement des stocks, amélioration du logement, etc.

Il ne faut pas oublier qu'en dehors de ces 108 millions affectés aux dépenses d'armement, un chiffre incontrôlable sert à l'acquisition des armes, à travers des sommes destinées à l'Arbeitsbeschaffung (l'aide aux industriels pour enrôler des ouvriers).

Pour le ministère de l'air, les dépenses extraordinaires passent de 4,4 millions à 15; pour la Reichsamt für Flugsicherung, de 191,000 marks à 3,500,000 marks.

Les autres chiffres de ce ministère sont les suivants: ministère de l'air: 2,178,100 marks (en 1933: 1,317,650); attachés de l'air: 44,000 marks (0); Reichsamt für Flugsicherung: 6,989,200 marks (3,468,500); Deutsche Seewarte: 1,275,000 marks (0); Reichluftfahrt: 800,000 marks (0); budget général de l'aéronautique: 122,190,000 marks (63,817,900); défense aérienne: 50,103,250 (0), donc 191,580,150 marks en 1934 contre 73,674,050 en 1933 et 41,600,000 en 1932.

Il ne faut pas oublier, en effet, que le ministère de l'air ne fut créé qu'en 1933. Le compte aujourd'hui 435 fonctionnaires tandis que le ministère de la Reichswehr n'en compte que 369.

Il semble que ces chiffres se passent, pour le moment du moins, de commentaires.

En vous assurant dans La Sauvegarde, vous protégez votre famille contre les événements de la vie, tout en ayant l'adresse de Cartier & Travaillors pour le maintien de nos institutions, 122 est, rue Notre-Dame, Montréal. (E)

# LES LETTRES

# LES ARTS

## La Passion du Christ dans l'Art français

Voici inaugurée cette exposition qui fait événement avant même qu'elle ne fût ouverte. Elle s'ouvre à la fin de cette « année sainte » où est célébré la dix-neuvième centenaire de la Rédemption apportée au monde par la Passion et la Mort du Christ. L'honneur de l'idée première d'une telle manifestation revient à notre confrère Gaston Poulain. Cette idée a semblé si juste, si belle, si opportune qu'elle a trouvé de tous côtés, pour sa réalisation, des concours, et même imprévus.

On sait que les merveilles réunies grâce à tant d'empressement ont été réparties entre la Sainte-Chapelle et le Musée de sculpture comparée du Trocadéro. Utiliser pour la présentation des trésors de l'art religieux un édifice qui est un chef-d'œuvre de la plus haute spiritualité et dont saint Louis a voulu faire un grand reliquaire — était une pensée de poète, et l'on ne sera pas surpris que ce soit M. Paul Jamot qui l'ait eu. Peut-être, dans ce cadre éblouissant, dans le doux mais fort éclat de ces pierres ciselées et dorées, dans le ruissellement de couleur qui tombe des hauts vitraux, certains des objets exposés risquent-ils de perdre un peu de leur valeur propre et de leur propre rayonnement, mais l'effet d'ensemble est précieux et met le visiteur dans une disposition d'âme tout à fait propice.

Au Trocadéro, la présentation se rapproche de celle d'un musée moderne, et la clarté des salles, la nudité et la neutralité de l'architecture ne distraient pas le regard de la contemplation des œuvres exposées. Mais là où la prestigieuse féerie ne compose une atmosphère mystique...

Toutes les formes d'art sont représentées. La part de la sculpture est importante. Le Christ en croix, dit « Le Dèvoit Christ », de la cathédrale Saint-Jean de Perpignan, est d'un caractère intense ; il expire d'épuisement et de douleur ; son corps décharné, et sanglant, sa cachexie tragique hantent longuement l'imagination. Ce bois sculpté qui, par le sentiment et l'inspiration, a quelque chose d'espagnol, date de 1529 ; l'archaïsme de sa facture, la stylisation de tous les détails le feraient supposer à première vue de plus haute époque.

Un autre Christ en croix, qui est du quinzième siècle et qui provient de Saint-Pierre de Moissac (collection du docteur Thoby, de Nantes), un « Ecce Homo » de la collégiale Notre-Dame d'Écouis, la belle tête en bois sculpté du musée d'Arras, sont parmi les pièces qui nous ont paru les plus remarquables, avec une Sainte Vierge en pierre du début du quatorzième siècle, — statue commandée par Enguerrand de Marigny, — et des œuvres plus basses d'époque, gracieuses mais moins émues : la Sainte Madeleine, parée comme une châtelaine, de l'église de Génicourt-sur-Meuse, ou la Pamoison de la Vierge de Ligier-Richier.

Le Louvre a prêté le parement d'autel dit « parement de Narbonne », chef-d'œuvre d'un primitif français ; de Noyons est venue cette descente de croix, de l'atelier de Fouquet, qui a été justement célébrée lors de l'exposition de l'art français à Londres. C'est plaisir plus inédit que de pouvoir contempler la mise au tombeau que la National Gallery de Dublin a consenti à prêter, et qui est de Nicolas Poussin. Le XVII<sup>e</sup> siècle d'ailleurs, en tant que peintures, est brillam-

ment représenté à l'exposition : Philippe de Champaigne, Simon Vouet, Charles Le Brun, Jean Jouvenet, Lesueur, Mignard, — sans oublier l'intéressant Quentin Varin. Pour le XIX<sup>e</sup> siècle, des Delacroix — dont un *Christ au jardin des Oliviers* prêté par le Rijks-Museum d'Amsterdam, — et des Chassériau — dont l'admirable esquisse pour l'ensemble de la décoration du choeur de Saint-Philippe du Roule.

Les objets d'art sont de la plus rare qualité. Signalons une plaque de reliure en ivoire, d'art carolingien, de la cathédrale de Narbonne ; une croce d'ivoire représentant une *Crucifixion* qui fait partie du trésor de la cathédrale de Metz ; le reliquaire donné au neuvième siècle par Pépin d'Aquitaine à l'abbaye de Conques.

Le Cabinet des Médailles de la Bibliothèque nationale a prêté une merveilleuse plaque de reliquaire en émail cloisonné et champlévé où est figuré le Christ en croix entre la Vierge et saint Jean.

Cluny, le Louvre, Limoges, Chartres, Nevers, Bordeaux ont envoyé des émaux peints dont le moindre mériterait un long commentaire. Les vingt-quatre plaques de l'église de Norvy sont un peu vulgaires de travail.

Une illustre tenture d'Angers, un parement d'autel qui font partie du trésor de la cathédrale de Sens, la tenture brodée de Saint-Barnard de Romans, la *Crucifixion* du château de Langeais, par leur matière et leur coloris, sont une volupté pour les yeux.

On a eu soin de ne pas écarter de l'exposition les artistes modernes, et l'on a bien fait puisque tout le monde est d'accord pour souhaiter que l'art religieux se ranime et prenne une vie nouvelle. Mais le voisinage des chefs-d'œuvre d'antan écrase plusieurs de ces tentatives récentes. Ce n'est pas la science, ce n'est même pas la foi qui manque aux hommes d'aujourd'hui, c'est la spontanéité dans la conviction, et la naïveté dans l'invention.

Georges Desvallières, Maurice Denis, René Piot, Marcel Lenoir, Hermine David sont là. Mais nous avons surtout goûté une *Crucifixion* de Ceria ; et un *Pieta* de Léon Druvier nous a prouvé que la sculpture française est, de notre temps comme dans les siècles passés, pleine de sève vivace.

R. L.

### A l'Hôpital Saint-Luc

La collation du diplôme de la Classe des Gardes-Malades 1934 de l'Hôpital Saint-Luc aura lieu à l'Hôpital, 1058, rue Saint-Denis, mardi 22 mai, à 8 h. 30, du soir.

### « JACQUES CARTIER »

Tel est le titre du prochain ouvrage du professeur d'Histoire du Canada à l'Université de Montréal, M. l'abbé Groulx. Il paraîtra d'ici la fin de mai et contiendra, substantiellement augmenté, le texte de ses conférences sur la découverte de notre pays. Ce sera le livre du IV<sup>e</sup> centenaire de Jacques Cartier. Imprimé sur beau papier, illustré d'un bois de Rodolphe Duguay, cet ouvrage d'un élégant format de bibliothèque se vendra \$1 (conditions spéciales pour grandes quantités).

Granger Frères, 56 ouest, rue Notre-Dame. Tél. : LA 2171.

## Echos de musique et de théâtre

### Arquillière sur les Boulevards

M. Arquillière, l'un des grands comédiens de l'heure, abandonne le théâtre subventionné pour le théâtre indépendant : il quitte l'Odéon pour les Boulevards. En France, tant chez les acteurs que dans le public, il existe un courant d'opinion qui tend à discréditer les théâtres subventionnés, à les considérer un peu comme des musées où l'on conserve le vieux répertoire interprété selon les vieilles formules. Cela n'est peut-être pas tout à fait dénué de fondement, mais il serait sûrement exagéré de prendre cette opinion à la lettre. C'est vrai qu'il y a de vieilles barbes dans les théâtres subventionnés, à la Comédie-Française surtout, mais il y a aussi des jeunes, pleins d'un talent tout neuf, qui n'ont que le malheur d'être tenus à l'écart par leurs aînés du Comité. S'il est vrai que ces théâtres sont le refuge des classiques, — ils sont encore moins vieillis que bien des contemporains — on y fait aussi d'excellentes créations.

Quoi qu'il en soit, cette opinion existe ; et beaucoup d'acteurs, après avoir reçu la consécration des théâtres nationaux, les abandonnent pour les théâtres des Boulevards, où ils espèrent trouver un répertoire plus varié, des formules moins routinières et un public plus compréhensif. Cécile Sorel a quitté la Comédie pour le Music-Hall. Arquillière quitte l'Odéon pour les Boulevards. Il créera *Beau Mariage*, de Sacha Guitry, aux Variétés.

### Arquillière ! Arquillière !

Au sujet d'Arquillière, on rappelle l'anecdote suivante. Il était jeune et se cherchait un patron pour guider ses débuts. Il réussit à obtenir un rendez-vous de Mounet-Sully qui le reçut dans sa loge, à la Comédie-Française. L'entretien fut bref. Mounet-Sully se préparait à entrer en scène et, tout à son rôle, il était encore plus distraité que d'habitude. Arquillière se présente. On cause. Le jeune homme allait quitter le célèbre acteur quand celui-ci, au moment de saluer son visiteur, le pria de lui rappeler son nom, qu'il avait déjà oublié. Il allait, comme on va voir, oublier sa figure tout aussi vite. « Je me nomme Arquillière », dit le jeune homme. Le nom, qui n'avait pas frappé Mounet-Sully au début de l'entretien, lui parut plaisant, car il aimait les mots sonores qui pouvaient faire valoir sa belle voix. Le visiteur se retire.

Il n'a pas fait dix pas dans le couloir qu'il s'entend appeler : « Arquillière ! Arquillière ! ARQUILLIERE !!! » Retournant sur ses pas en toute hâte, le jeune Arquillière fait irruption dans la loge de Mounet-Sully. Celui-ci, tout à son grimage, continue de crier, à pleine voix : « Arquillière ! Arquillière ! » Le visiteur, dans la porte, demande à l'acteur : « Mais que me vou-

lez-vous, Monsieur ? » Mounet-Sully se retourne, aperçoit le jeune homme dont il avait déjà oublié la figure : « Mais que me voulez-vous vous-même ? — Je suis Arquillière. Vous m'avez appelé ? — Je ne vous connais pas, Monsieur. Je ne vous ai pas appelé. » Mounet-Sully, qui avait tout oublié, personne, figure, visite, avait trouvé le nom bien sonnant et l'utilisait pour se faire la voix ! ...

### Le prix Pulitzer

On s'est fort amusé de voir M. Percival Price remporter le prix Pulitzer de la musique avec une œuvre que l'Université de Toronto avait refusée. Les gens de Toronto ont trouvé cela beaucoup moins drôle. Le *TORONTO STAR* s'emploie, depuis l'attribution des prix Pulitzer, à défendre l'Université et à justifier le verdict des doctes examinateurs devant qui M. Price n'a pu trouver grâce.

En même temps qu'un prix de musique, on a décerné un prix de journalisme. Un rédacteur du *TORONTO STAR* a lu l'article primé et l'a trouvé, permettez le mot, moche. Alors il se demande si les jurés qui décernent ces prix ne sont pas faillibles. « Si le comité des prix Pulitzer est aussi bon juge de la musique qu'il l'est des articles de journaux, écrit le *TORONTO STAR*, il est probablement dans l'erreur dans l'un et l'autre cas. »

C'est bien possible, mais cela ne prouve rien en faveur des universitaires de Toronto. Cela prouve seulement que les jurys, qu'ils soient ou non universitaires, ne sont pas plus infallibles les uns que les autres. C'est précisément pour cela que le jury des Assises est une institution dangereuse. On y tient pourtant à ce jury, à Toronto.

Georges LANGLOIS

### Le français de l'International

Le congrès de la Fédération socialiste de la Seine, dont les discussions verbeuses et véhémentes emplissent les journaux, a donné l'essor à deux mots qui vont augmenter le jargon politique, déjà riche, hélas !

Au congrès se sont affrontés, en effet, les « planistes », c'est-à-dire les partisans de l'établissement d'un « plan » qui permettrait au parti de se rapprocher du pouvoir en adaptant les méthodes d'action à la situation présente, et les « programmistes », fidèles à l'orthodoxie du « programme » marxiste généralement appliqué jusqu'ici.

Ne pas parler français est, après tout, une manière d'affirmer ses sentiments internationalistes. Elle n'est même que trop facile.

Le public a l'impression que la maison J. D. Langelier ne vend que des instruments de musique. Nous tenons à lui faire avoir que depuis environ un an elle vend tout ce qui est nécessaire à l'aménagement d'une maison, tel que : meubles, tapis, réfrigérateur électrique, poêles, etc. Cela vous permettra de visiter son établissement, car elle vend meilleur marché qu'ailleurs. 510, est, rue Saint-Catherine. Tél. : HA 8111.

## Grades et galons

Ils ont varié depuis leurs origines, à cause du nombre, et à cause surtout du nombre d'hommes confiés à leurs titulaires. Certains maréchaux commandèrent dix mille hommes et on trouvait ce qu'était beaucoup. D'autres ne commandaient rien. Le maréchal de Soubise était connu dans toute l'Europe pour l'excellence de son cuisinier, mais c'était tout. Tous les grades ont eu ainsi leurs hauts et leurs bas.

Celui de caporal est le plus immuable. La formule : un caporal et quatre hommes est symbolique à cet égard. Un nom gradé, chez nous et en France, est un *homme*, soldat, artiller ou cavalier. En Angleterre, il est *privé*. Un caporal porte un galon. Son nom est d'origine italienne. Le *caporale* a trouvé des héritiers dans toutes les armées du monde, surtout en Angleterre où, même dans la cavalerie, il n'y a pas de brigadiers. Cavaliers, fantassins, artilleurs et sapeurs ne comptent dans tout l'Empire britannique que par caporaux et par sergents. En revanche, il n'y a pas d'adjudants.

Le sergent a ses lettres de noblesse dans l'antiquité. Servant est devenu et date du Bas-Empire. Au XVII<sup>e</sup> siècle, quand les bandes qui composaient les armées reçurent un commencement d'organisation, des grades furent chargés de leur rendre ce premier service, et on les appela des sergents. L'adjudant est en Belgique un chef de peloton qui n'est pas officier. En France, on distingue entre l'adjudant tout court qui est le pendant de notre premier sergent-major, et l'adjudant-chef, pendant du nôtre, et quasi-officier. Cet adjudant-là, les hommes l'appellent *mon lieutenant*, la démocratie française étant friande de ces appellations et l'usage étant demeuré de donner du *Monsieur le Député* à un dénommé et du *Monsieur le Président* à M. Steeg ou à M. Clémenceau, qui ont été président du conseil chacun trois semaines.

Or le lieutenant général est d'ordinaire supérieur aux autres généraux. Chez nous, seuls en Europe, le général de brigade s'appelle général major. Ailleurs il est brigadier général, comme en Angleterre. En France, il fut maréchal de camp jusqu'à la Première République pour le redevenir en 1815, et le demeurer jusqu'à Louis-Philippe, qui supprima ce grade subrepticement, sous les sarcasmes des demi-soldes, subitement rentrés en cour. Le lieutenant général fut le même sort. Seul le maréchal tint le coup, et ne disparut qu'en 1871, avec la Garde Impériale, les aigles et tout ce qui rappelait les pompes monarchiques. Nous n'avons jamais eu de maréchaux de Belgique, ni de maréchaux de camp. Le 4 septembre et le régime qui s'ensuivit ne supprimèrent pas en France ceux qui restaient. Ce furent Bazaine, qui finit tristement en Espagne, Mac-Mahon, Leboeuf, ministre de la Guerre de triste mémoire, et le dernier de tous, Canrobert. Louis XVIII, en 1814, avait ratifié toutes les nominations de l'Empire. Sur les bâtons les aigles d'or avaient été simplement remplacés par des lys. Aux Cent Jours, Napoléon en nomma plusieurs autres, comme Grouchy, mais ceux-là ne furent pas ratifiés. En revanche, Louis XVIII nomma maréchaux de véritables serviteurs, comme M. de Vatimesnil, qui n'avait plus fait la guerre depuis 1782.

En 1914, les bâtons existaient en Allemagne, et en Angleterre. Dans ce dernier pays, les plus fameux étaient ceux de Kit-

chenor, comte de Khartum, et de Roberts, comte de Kandahar. Ces appellations aux sonorités héroïques, c'était Napoléon qui en avait lancé la mode retentissante, reprise par Louis-Philippe pour Bugeaud, duc d'Isly, et par Napoléon III pour Mac-Mahon, duc de Magenta, et Pellissier, duc de Mala-koff. Il y eut même un titre de comte de Palikao, gagné en Chine par le général de Cousin-Montauban, ministre de la Guerre éphémère en 1870. La République n'en reconnut aucun. La Belgique en créa au lendemain de 1919 et le Roi Albert fit très heureusement des Jacques de Dixmude et des de Witte de Halen. Dès 1916, Franck était fait lord French of Ypres, ce qui ne manqua pas d'éveiller sur le continent quelques susceptibilités légitimes. Depuis lors, de grands soldats anglais portent de grands noms de France, comme lord Byng of Vimy, premier commissaire de la Police de Londres.

Le maréchal ou *maraskale* vient de Germanie. C'était le serviteur préposé à la garde des chevaux. Les premiers Capétiens avaient pour hauts domestiques le sénéchal, le chancelier, le bouteiller et le connétable. Le connétable ou *comes stabuli* (chef des écuries), devint vite chef des troupes et comme tel fut supprimé sous Richelieu. Il tendait à devenir trop ce que fut Moltke en 1870, l'homme qui a tout à dire. Au contraire, après 1916, le grand homme d'Allemagne fut Ludendorff, premier quartier-maître général, un simple sous-chef d'état-major général. En France, au XVII<sup>e</sup> siècle, le chef d'état-major général s'appelait le maréchal général des logis. Question de titres. Le maréchal valut toujours ce que valaient les maréchaux. Quand Turéne mourut, Louis XIV nomma une fournée de maréchaux. Ce fut la monnaie de M. de Turéne.

Officiers, sous-officiers, caporaux et brigadiers, autants de noms qui ont leurs lettres de noblesse, et quelles lettres. La Tour d'auvergne préféra demeurer simple grenadier. En revanche, les mousquetaires de la Restauration, qui avaient tous rang d'officier, furent très tôt supprimés. Ils manquaient d'ancièreté. Toutes nos troupes de Belgique ont des ancêtres. Tous nos grades aussi. Ces grades, en eux-mêmes, n'ont pas de valeur. Elle est tout entière dans la manière de les porter. Nos officiers d'aujourd'hui les ont haussés à un trop haut niveau de gloire pour que tous les grades de l'armée belge, du caporal Trésiguis aux lieutenants-généraux, n'éveillent pas en nous des sonorités d'épopée.

Ch. d'YDEWALLE

(La Nation Belge)

### Rapatriement d'ouvriers mexicains en Californie

Le gouvernement mexicain se trouve dans l'obligation de s'occuper du rapatriement de 200,000 ouvriers mexicains actuellement en Californie, auxquels la nouvelle loi américaine refuse des contrats de travail.

L'ORDRE est édité par les Editions de l'Ordre limitée (cette bouffonne désignation est imposée par le seul gouvernement français d'Amérique) et imprimé par la Cio de Publication de la Patrie limitée, 180 est, rue Sainte-Catherine, Montréal.

## La « vertueuse » carrière de Raspoutine

GRIGORY RASPOUTINE, le moujik ignare et lubrique qui devait exercer sur la famille du tsar un ascendant irrésistible, était né à Pokrovskoïé, un pauvre hameau de la Sibirie occidentale. Son père s'appelait Efim Novy. C'était un paysan bien connu dans tout le voisinage pour son ivrognerie ; buveur incorrigible de vodka, ses nombreux larcins lui avaient plusieurs fois valu des bastonnades sanglantes de la part du juge de paix de sa paroisse.

A l'école austère de son père, le jeune Grigory devint bientôt renommé dans Pokrovskoïé pour ses escapades nocturnes. Ses compagnons le surnommèrent « Raspoutine » terme d'argot russe dérivé du mot *raspoutnik* qui signifie « le débâché ».

Plusieurs fois sort de coups par des pères de famille indignés de sa conduite scandaleuse, et même flagellé publiquement d'ordre du juge de paix, le jeune Grigory fut un jour comme miraculeusement touché par la grâce. Un soir d'été qu'il conduisait en voiture un pope au monastère de Werhohoutie, il sentit, aux prédictions du bon moine, s'éveiller en lui des penchants mystiques encore insoupçonnés. Mais son caractère violent et dépravé, son imagination désordonnée, allaient lui faire embrasser avec enthousiasme la religion des Flagellants ou Khlisty. Cette secte impudique comptait environ 120,000 adhérents répandus surtout dans les villages de la Sibirie méridionale. Se disant animés du spiritualisme le plus éthéré, ils ne se proposent rien moins que de correspondre directement avec Dieu, de s'unifier le Verbe et d'incarner le Christ. Une fois par semaine, les fidèles d'un même arrondissement se réunissent la nuit, tantôt dans une isbah, tantôt à l'oree d'un bois. La liturgie débute par des invocations à la divinité ; tous les assistants entendent des hymnes de repentir, vocifèrent des cantiques ; mais à ces implorations, à ces supplications succèdent bientôt des danses fantastiques, dont la vitesse sans cesse accrue a tôt fait de graver complètement tous les fidèles. Le rôle de l'officiant consiste alors à flageller sans pitié ceux dont les forces semblent vou-

loir faiblir. C'est alors que les assistants tous plus ou moins remplis de « l'influx divin » roulent par terre dans l'extase et les convulsions. La cérémonie se termine par des scènes monstrueuses de dévergondage et de paillardise.

Le robuste tempérament de Raspoutine lui faisait particulièrement apprécier cette savoureuse liturgie. Ses exploits répétés dans les « radénis » nocturnes des Khlisty lui acquirent très vite une grande popularité. Mais ses penchants mystiques un moment engourdis allaient de nouveau se réveiller.

Un jour, à la suite d'une apparition mystérieuse, il commença à se croire inspiré de Dieu ; on le vit, un bâton à la main, errer dans les villages de la Sibirie, débitant des discours évangéliques ; il parla bientôt en paraboles. Le succès aidant, il s'enhardit et se risqua dans les prophéties ; et comme elles semblaient vouloir infailliblement se réaliser, « l'homme de Dieu » se mit à chasser les démons ; toujours plus audacieux, il se targua d'avoir opéré des miracles. Dans toute la Sibirie méridionale, il n'y eut plus un moujik qui osa douter de sa sainteté. Certaines équipées par trop bruyantes lui attirèrent toutefois des ennemis temporaires avec la justice ; mais grâce à la protection des autorités ecclésiastiques, Grigory put continuer de prêcher son évangile en toute liberté.

En 1904, à la veille de la guerre avec le Japon, l'odeur de ses vertus s'était répandue jusqu'à Saint-Petersbourg. Le père Jean de Cronstadt, moine devenu célèbre dans tout l'empire par ses prophéties, manifesta le désir de connaître son ému, qui lui aussi se disait inspiré de Dieu. Il le fit venir au couvent de Saint-Alexandre-Newsky où il eut avec lui de longs entretiens ; il se flatta auprès de ses congénères d'avoir reconnu à des signes irrécusables que Raspoutine était marqué de Dieu. Après cette première entrée en relations avec le clergé de la capitale, Grigory retourna dans sa bourgade de Pokrovskoïé. Mais à partir de ce moment, sa vie changea de ton. Il se fit plus rare aux danses des Khlisty ; il entra dans l'intimité d'un ramassis de popes visionnaires,

charlatans, simoniaques. Il devint l'associé d'un certain Père Héliodore, moine bruyant et grossier, reconnu pour son hostilité envers les juifs et les libéraux, et jouissant d'une notoriété grandissante dans toute la Russie. Mais Raspoutine ne se contenta point de ses nouvelles accointances ; il aspirait à fréquenter des milieux plus aristocratiques. Un jour les habitants de Pokrovskoïé l'aperçurent en carrosse accompagné d'un archipêtre ; des évêques et même des archimandrites l'admirent dans leur palais épiscopal ; on le consulta sur les problèmes les plus complexes de la théologie et de la liturgie ; il traînait ex cathedra toutes les questions de dogme et de morale ; tous étaient d'accord à reconnaître en lui une « étincelle de Dieu ». On se disputait partout sa personne.

Cependant, le saint avait à repousser de continuels assauts du Démon, et au dire de certains popes moins discrets qui osaient médire de lui, il y succombait très souvent. Il eut alors des aventures risquées qui firent grand bruit dans toute la Sibirie ; mais, grâce à l'intervention de l'évêque A, de l'archimandrite B, de l'bigoumène C, ses frasques demeurèrent impunies.

Le peuple le considérait comme un thaumaturge ; au seul toucher de sa tunique, les aveugles recouvraient la vue, les boiteux se mettaient à marcher, les paralytiques se dressaient à leurs béquilles ; ces soi-disant miracles ne faisaient qu'accroître dans le peuple le prestige de sa sainteté. Dans les rues de Tobolsk, la populace s'agenouillait sur le passage du saint ; les femmes lui baisaient les mains, on touchait la frange de son manteau. Des âmes dévotes lui disaient : « Notre Christ, notre Sauveur, prie pour nous, pauvres pécheurs, Dieu l'écouterait. » Et Raspoutine de répondre invariablement : « Au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit ! je vous bénis, mes petits frères ! Ayez confiance ! Christ reviendra bientôt. Patientez en souvenir de son agonie. Par amour de lui, mortifiez votre chair ! »

Une idée qui hantait continuellement son cerveau et qui faisait le sujet habituel de ses homélies, c'était l'idée du repentir. « C'est par le repentir seul, ne se lassait-il de répéter à ses fidèles, que nous pouvons opérer notre salut. Il nous faut donc pécher, pour avoir l'occasion de nous repentir. Aussi quand Dieu nous envoie la tentation, nous devons y céder, afin de nous procurer ainsi la condition préalable et nécessaire d'une fructueuse pénitence. D'ailleurs la première parole de vie et de vérité que le Christ ait apportée aux hommes n'est-elle pas : Faites

pénitence ? Mais comment faire pénitence si l'on n'a pas tout d'abord péché ? »

En 1905, l'archimandrite Théopane, recteur de l'académie théologique de Saint-Petersbourg, prélat jouissant d'un grand prestige auprès de la tsarine dont il était le confesseur attiré, s'avisa de faire venir Raspoutine à la cour. « Il voulait, disait-il observer de plus près les effets merveilleux de la grâce dans cette âme ingénue que les puissances démoniaques tourmentaient si furieusement. » C. L'introduction tout d'abord au grand-duc Nicolas-Nicolaitewitch, alors commandant-en-chef de la garde impériale, ainsi qu'à deux des filles du roi de Monténégro. A la vue de ce grossier moujik aux mains sales, aux ongles noirs, à la barbe inculte, les grandes duchesses monténégrines se récrièrent tout d'abord. Mais leur nature exaltée et crédule, adonnée aux plus absurdes pratiques de l'occultisme et de la nécromancie, fut vite conquise par l'esprit impulsif, illuminé et fantasque de Grigory.

Raspoutine s'initia très vite aux délices raffinées des femmes de la cour ; dans tous les cercles mystiques de la capitale on se disputait le prophète sibérien. L'archimandrite Théopane, un des premiers à reconnaître en Grigory des signes indéniables de sainteté, résolut de le présenter au tsar et à la tsarine. Secondé par les grandes-duchesses monténégrines, il entreprit, dans l'été de 1907 d'introduire auprès des souverains celui que le peuple commençait à appeler « le staretz » (« le vieillard »). Grigory-Efimovitch, leur dit-il, est un paysan, un simple. Vos Majestés auront profit à l'entendre, parce que c'est la voix de la terre russe qui s'exprime par sa bouche. Je sais tout ce qu'on lui reproche, je connais ses péchés ; ils sont innombrables et le plus souvent abominables. Mais il y a en lui une telle force de contrition et une foi si naïve dans la miséricorde céleste, que je garantis presque son salut éternel. Après chaque repentir, il est pur comme l'enfant qui vient d'être lavé dans les eaux baptismales. Dieu le favorise manifestement de sa prédilection.

« Le staretz » ne fut pas long à gagner les deux souverains. La tsarine la première fut séduite par sa façon d'énépaissable, subjuguée par son éloquence tantôt familière, tantôt railleuse, voire poétique. Lorsque avec sa volubilité intrinsèque, il se mit à l'entretenir des problèmes les plus étranges du mysticisme, de l'occultisme et de la nécromancie, l'impératrice fut comme ensorcelée ; depuis ce jour jusqu'à sa mort, elle ne devait jurer que par le « staretz ». Le tsar, quoiqu'il

parût moins subir son ascendant, demeura ébahi du sans-gêne étonnant, de l'audace inconcevable, du cynisme incroyable avec lequel ce moujik illettré et dissolu traitait leurs Majestés. Il crut reconnaître enfin en lui « la voix de la terre russe ».

Mme Wiroubov, favorite de la tsarine et admiratrice enthousiaste du « staretz » allait l'instruire de tous les secrets de la famille impériale. L'ancien moujik inculte et paillard, voleur de chevaux en Sibirie, devint l'un des personnages les plus importants de Saint-Petersbourg. La résidence plutôt simple que lui avait procurée l'archimandrite Théopane, fut comme prise d'assaut par une nuée d'intriguants, de postulants, d'aspirants généraux, fonctionnaires, évêques et archimandrites ; des dames d'honneur de la cour et même des femmes du monde se risquèrent chez Raspoutine.

La vieille comtesse Ignatiev qui réunissait dans son salon élégant du Quai Français les premiers dignitaires de l'église orthodoxe, avait eu un soir une vision pour le moins étrange ; saint Séraphin de Nérow, canonisé en 1903, lui était apparu. Il lui avait déclaré : « Un grand prophète est parti pour moi. Il a mission de révéler au tsar les volontés de la Providence et de le conduire dans les voies glorieuses. » La comtesse avait compris qu'il lui désignait Raspoutine. L'empereur avait été vivement frappé par cet oracle ; car comme tuteur suprême de l'église orthodoxe, il avait été un des promoteurs les plus ardents de la canonisation du bienheureux Séraphin ; on allait même jusqu'à dire qu'il s'exprime par sa bouche.

Parmi les personnages louches qui fréquentaient la maison du « staretz », il y avait un certain Badmaïev, charlatan de profession, spécialisé dans le traitement des maladies nerveuses et des affections mentales ; ce thérapeute était aussi adonné à un commerce important de narcotiques, de stupéfiants, d'anesthésiques et d'aphrodisiaques. Quand les médecins de la famille impériale se déclaraient impuissants à soulager les accès hémiparétiques du prince héritier, le thérapeute Badmaïev était appelé au chevet du malade par les souverains ; à l'aide de certains élixirs, poudres, fleurs, baumes et essences, il réussissait à guérir momentanément le Césarévitch. Badmaïev se lia bientôt d'une étroite amitié avec le « staretz ».

Mais les mœurs dévergondées que « l'homme de Dieu » affichait sans vergogne émuèrent à la longue les milieux libéraux de la capitale ; les journaux, pourtant muselés

par le gouvernement, osèrent dénoncer les impostures du thaumaturge. Raspoutine crut plus prudent de s'éclipser pour quelques temps. En mars 1911, il disparut tout à coup de Saint-Petersbourg ; le peuple le crut assassiné par les anarchistes. Mais le saint avait pris le bâton de pèlerin et s'en était allé se reposer en Terre Sainte. Là comme un nouveau Paphnuche, il allait, au dire de ses fidèles, se livrer à des jeûnes et à des macérations dignes de faire frémir de terreur les anachorètes les plus endurcis ; nouveau Jean-Baptiste, il allait jeûner dans le désert pendant quarante jours et quarante nuits. L'automne de la même année, sur les instances réitérées de la tsarine, il revint à la cour.

Mgr Hermogène, évêque de Saratow, apprit alors à son clergé que le procureur suprême du Saint-Synode avait reçu l'ordre de conférer la prêtrise à Raspoutine ; des dissensions éclatèrent aussitôt parmi ses popes. L'évêque se rendit donc chez le moine Héliodore où se trouvait le « staretz ». Une discussion très vive s'engagea ; Grigory, accablé d'outrages par ses deux interlocuteurs, essaya en vain de riposter en leur adressant une portée d'injures. Alors Mgr Hermogène, lui frappa le crâne à grands coups de sa croix pectorale en lui criant : « A genoux, misérable ! A genoux devant les saintes icônes ! Demande pardon à Dieu de tes souillures immondes. Jure que tu n'oseras plus infecter de ta sale personne le palais de notre tsar bien-aimé. » Grigory effaré et saignant du nez, se frappait la poitrine, balbutiait des oraisons. Il sortit enfin de la demeure du moine Héliodore, sous une bordée d'injures et de crachats.

Quelques jours plus tard, Mgr Hermogène voyait son siège épiscopal attribué à une des créatures du « staretz » ; lui-même était exilé par le Saint-Synode dans un monastère de Lithuanie.

Quant au moine Héliodore, il était rudement empoigné au collet par les sbires de l'Okhrana et relégué dans un couvent pénitentiaire du Caucase.

L'archimandrite Théopane, l'ancien introducteur de Grigory à la cour, coupable d'avoir calomnié le « staretz » auprès du tsar, était congédié comme confesseur de l'impératrice.

Telle était la puissance de Raspoutine sur la famille impériale à la veille de la guerre de 1914-1918.

Vincent BROSSEAU